THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 87 Décembre 2018

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

Publication «CCIA-BML»

Gouvernement, réformes et relance de l'économie

Mohamed Choucair

Novembre fut, comme on le craignait, un mois sombre. Notre souci se trouve aujourd'hui décuplé par le pourrissement de la conjoncture. Les appels répétés des organismes économiques sont restés sans écho. Nous voulons un gouvernement, nous voulons des réformes, nous voulons la relance de l'économie. Ces trois objectifs sont devenus indissociables.

Le gouvernement

Nous n'avons rien à dire sur la formation du gouvernement à part la réclamer. En tant qu'organismes économiques, nous avons un devoir de réserve. En revanche, nous ne voulons pas attendre cent jours pour amorcer les réformes. Il faut que le gouvernement en place sache à l'avance ce qu'il y a à faire et entame au plus vite les procédures nécessaires. La situation actuelle ne tolère plus aucun blocage ou atermoiement. Nous avons vu où ils nous ont menés.

Nous ne sommes pas des politiques mais des gestionnaires. Si le nouveau gouvernement entend à nouveau fonctionner selon cette pratique du consensus qui a causé l'échec de la majorité des projets, nous allons nous retrouver sans réformes, sans électricité, sans relance de l'économie, et le pays risque de le payer très cher. Nous avons besoin d'un gouvernement qui endosse les responsabilités et décisions qui relèvent de l'intérêt de la nation.

Les réformes

Une réforme consiste par nature à réparer, restaurer, remettre dans la forme conventionnelle ou idéale, une situation ou une pratique qui s'est dévoyée avec le temps. Le gouvernement sortant a eu le mérite d'en entreprendre plusieurs. Il a constaté que cela pouvait parfois se faire sans avoir besoin de légiférer, et ▶▶

p5. La vision stratégique de McKinsey pour le Liban

p9. La chambre aux couleurs de l'économie britannique

p11. La Chambre donne voix aux industriels

p13. Ziad Baroud sur la taxe forfaitaire annuelle

p15. Délégation aux Emirats Arabes Unis

p17. 22 propositions fiscales qui rassemblent les politiques

p21. Italian Arab Business Forum

p27. Governors visit to the Chamber of Tripoli & North

p29. Minister Pierre Raffoul visit to the Chamber of Tripoli & North

L'index page 2

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

que, le cas échéant, le Parlement pouvait continuer de fonctionner.

Si les impôts et taxes requièrent une loi budgétaire, les économies elles n'en nécessitent aucune. L'équilibre budgétaire est la règle et le déficit l'exception ou l'anomalie. Rien n'interdit à l'État de trouver les sources d'économie nécessaires pour réduire le déficit.

Combattre la corruption consiste purement et simplement à appliquer la loi. Ceci est du ressort du ministère de la Justice. Faut-il demander à l'autorité judiciaire de remplir ses fonctions ? Ce fut le message du président de la République au lendemain de son entrée en fonction.

La relance de l'économie

Il est à craindre que cela ne soit un peu plus compliqué. Les responsables politiques sont convaincus qu'un effet salutaire, « le miracle libanais », va naître de la nomination d'un gouvernement et/ou des réformes et de l'amorce des projets. Il serait prudent d'être moins confiant et de préparer une relance. Les projets dont il est question nécessitent des années d'étude avant d'avoir un impact au niveau du marché.

Une relance n'est pas un programme de développement mais consiste en des mesures concrètes, quasi immédiates, qui permettraient aux entreprises de poursuivre et développer leurs activités. Qu'a-t-on prévu dans ce domaine ? Beaucoup d'entreprises en mal de liquidités ne peuvent honorer leurs engagements. Beaucoup d'entreprises en mal de financement n'arrivent pas à poursuivre la production. Beaucoup d'entreprises frappées par la crise ont perdu leur rentabilité, leur productivité et leurs marchés.

Une crise riche en enseignements

Au fil du temps, les constitutionalistes ont modifié la fonction « d'expédition des affaires courantes ». En fait, le « vide » ne devrait pas exister au niveau de l'État. Les institutions devraient continuer à opérer dans toute l'étendue de leur mission jusqu'à la nomination ou l'élection de successeurs. Ce fut le message du Conseil d'État. C'est également l'ordre des choses. Que soient remerciés le Parlement, le gouvernement sortant et toutes les institutions dans la mesure où ils ont continué à remplir leur fonction au service de la chose publique dans les périodes de doute et de désaffection de la responsabilité.

INDEX

En français

p4. Actus du mois

p5. La vision stratégique de McKinsey pour le Liban

p7. Politique des échanges et développement

p9. La chambre aux couleurs de l'économie britannique

p11. La Chambre donne voix aux industriels

p13. Ziad Baroud sur la taxe forfaitaire annuelle

p15. Un forum aux Émirats arabes unis pour booster l'investissement au Liban

p17. 22 propositions fiscales qui rassemblent les politiques

p19. Délégation en Bulgarie à l'initiative du LBBC

In English

p21. Italian Arab Business Forum

p23. Gender Equality

p25. «BOOST Your MED Initiative!»

p26. Developing a marketing strategy for cherry and table grapes sectors

p27. Governors visit to the Chamber of Tripoli & North

p29. Minister Pierre Raffoul visit to the Chamber of Tripoli & North

p31. Business promotion activities at the Chamber of Saida & South Lebanon

p33. Beirut Cooking Festival and Salon du Chocolat

p35. Lebanon in Figures

p37 Conferences

p37. Exhibitions

p39. Business Opportunities

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ACTUS DU MOIS

Une délégation algérienne hôte de Mohamed Choucair

Le président de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban a reçu une délégation algérienne en présence des anciens ministres Adnan Kassar et Walid Daouk, de l'ambassadeur d'Algérie au Liban, Ahmad Bouzian et de l'ambassadeur du Liban en Algérie, Mohammad M. Hassan. Étaient aussi présents le chef de la direction économique au ministère des affaires étrangères, Bilal Kabalan ainsi que de nombreux chefs d'entreprises ayant des investissements en Algérie. Les libanais sont les bienvenus en Algérie, une longue histoire les lie renforcée par l'appui des libanais à la longue épopée de la révolution algérienne. Mohamed Choucair a notamment déclaré dans son mot qu'aujourd'hui il existe une très bonne entente entre les deux pays à tous les niveaux. « Un accord sur l'encouragement des investissements a été signé en 2002 », a-t-il rappelé en déplorant cependant que « la commission qui devait le mettre en exécution n'a jamais vu le jour », quoique l'Algérie soit un pays de grandes opportunités. En parallèle, il appelé les Algériens à investir au Liban dans le secteur du pétrole et gaz, les projets de la conférence Cèdre, et surtout le partenariat public-privé qui peuvent être très intéressants pour les entrepreneurs algériens. Une délégation libanaise de haut niveau devrait se rendre à Alger pour dynamiser les relations. Les entrepreneurs présents donnent un témoignage très favorable quant à la rentabilité de leurs investissements en Algérie et l'excellent accueil de l'administration et du marché. La majeure difficulté provient de l'intensité de la bureaucratie qui dépasse même le mal qui sévit dans l'administration libanaise ; tous deux héritages de l'administration française qui s'en est libérée il y a fort longtemps.

Rabih Sabra reçoit une délégation Turque

Le directeur général de la Chambre de Beyrouth et du Mont- Liban, Rabih Sabra a reçu le 10 novembre dernier une délégation de l'Association des exportateurs de Mersin (Turquie) qui regroupe 7500 exportateurs, en présence de Raphael Debbané, président du comité agricole de la Chambre et de Nagi Mouzannar, président du Comité des accords commerciaux. La délégation turque était présidée par Ali Can Yamanyilmaz, le président de l'Association des exportateurs de produits aquatiques et animaliers de la Méditerranée en présence de l'attaché commercial, Ymit Sezer. Durant cette rencontre, la délégation a notamment invité les responsables de la Chambre de Beyrouth à venir visiter Mersin et à se documenter sur le modèle commercial qui distingue l'Association. Des projets d'investissement au Liban ont aussi été examinés. Par contre, la délégation turque a exprimé son étonnement quant à l'interdiction de l'importation des « wafers » et a demandé de renforcer la ligne maritime roro qui existe entre Tripoli et Mersin.

Mohamed Choucair présent à l'inauguration du Beirut Cooking Festival et le Salon du chocolat

Le ministre sortant de Tourisme, Avédis Guidanian, a inauguré le 8 novembre dernier la huitième édition du Beirut Cooking Festival pour mettre en avant la cuisine et les boissons locales et la cinquième édition du Salon du chocolat, déclinaison libanaise de la franchise parisienne, qui a réuni quant à elle plus de cinquante chocolatiers, pâtissiers et glaciers, entre autres, au Sea Side Arena, au centre-ville de Beyrouth. Le Salon du chocolat s'est ouvert lui avec un défilé de mode auquel ont collaboré 15 stylistes et 15 chocolatiers. S'exprimant à l'occasion, le ministre Guidanian a mis en relief la croissance du tourisme au Liban en présence notamment de l'ambassadeur de France a Beyrouth, Bruno Fouchet et du président des organisations économiques, Mohamed Choucair et l'organisatrice Joumana Dammous-Salamé.

Réunion agricole à IDAL

Dans le cadre du soutien aux exportations libanaises, notamment agricoles, Nabil Itani, le président de l'agence pour le développement des investissements au Liban (IDAL) a rencontré le président de la commission agricole de la CCI de Beyrouth et du Mt-Liban, Rafael Debbané, ainsi que des représentants des chambres du Liban afin de renforcer leur capacité à pénétrer de nouveaux marchés. Durant cette rencontre, ont été discutées les expositions et foires internationales et régionales auxquelles les institutions spécialisées libanaises peuvent participer, avec le soutien d'IDAL, en tant que partenaire clé dans ce processus. La dynamisation du programme de développement des exportations agricoles a également été examiné en termes d'amélioration des centres de conditionnement et des départements agricoles, ainsi que de l'obtention de certificats aux normes internationales.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ACTUS DU MOIS

Les OE se réunissent avec l'ambassadeur britannique au Liban, Chris Rampling

La réunion de travail entre les organisations économiques dirigées par Mohamed Choucair et l'ambassadeur britannique au Liban, Chris Rampling, a eu lieu à la Chambre de Beyrouth et du Mt-Liban le 25 octobre dernier. Le diplomate britannique était accompagné du chef du département commercial de l'ambassade, Paul Khawaja, et du second secrétaire de l'ambassade, Natasha Stonesbury. Les deux parties ont discuté des mesures à prendre dans ce contexte après le départ de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Devant ses hôtes, Mohamed Choucair a salué la position économique britannique dans le monde, soulignant que le secteur privé libanais était très intéressé par la promotion de la coopération bilatérale afin de développer les échanges commerciaux et tirer profit des opportunités d'investissement disponibles. Il a surtout insisté sur le fait que le secteur privé et les entreprises libanaises puissent bénéficier de l'expérience et de la technologie moderne adoptée en Grande-Bretagne à plus d'un niveau. Le président des OE a aussi déclaré que « le Liban offrait des opportunités d'investissement prometteuses, liées aux projets de développement d'infrastructures décidées durant la conférence CEDRE, ainsi que dans d'autres secteurs, notamment le pétrole et le gaz. Il a également confirmé la position de Hub du Liban permettant aux entreprises britanniques souhaitant se développer dans la région de le faire. Pour sa part, l'ambassadeur britannique a déclaré qu'il était heureux d'être au Liban, en particulier à la Chambre de Beyrouth et du Mt-Liban, pour discuter des opportunités d'investissement et de commerce entre les deux pays, et « comment continuer à soutenir l'économie libanaise et à renforcer la coopération entre nos deux pays », a-t-il notamment déclaré. L'ambassadeur Rampling a aussi évoqué les relations historiques de longue date entre le Liban et la Grande-Bretagne, qui couvrent des décennies de services économiques, éducatifs et autres. « L'année dernière, nous avons fourni au Liban une aide d'un montant d'environ 200 millions de dollars. Le message que nous voulons vous transmettre au cours de cette visite est de continuer dans notre soutien à votre pays. »

Fondation Friedrich Naumann pour la liberté fête ses 60 ans à Beyrouth

La Fondation Friedrich Naumann pour la liberté (FNF), le Liban et la Syrie ont célébré le 60e anniversaire de la fondation au STATION, à Jisr El Wati, avec trois événements majeurs regroupés sous le même slogan «Les Trois 60 jours» pour présenter leurs idées, réfléchir, participer et célébrer l'esprit dans lequel FNF opère au Liban. Deux tables rondes ont démarré la journée au cours desquelles des questions essentielles à la philosophie de la fondation ont été débattues. Le ministre Jamal Al-Jarrah, représentant le Premier ministre Saad Hariri, le député Fouad Makhzoumi, l'ambassadeur d'Allemagne au Liban, George Berglin, le secrétaire général de l'Internationale libérale Gordon McKay, président de la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté du Liban et la Syrie, ont assisté à la réception. Kunz, et une apparition spéciale en direct d'Allemagne par hologramme pour Christian Lindner, président du parti démocrate libre et membre du conseil d'administration de la FNF. Christian Lindner a notamment déclaré: « En Allemagne et au Liban, nous sommes confrontés aux mêmes défis ... il est temps de joindre nos forces, de renforcer nos liens et de diffuser les valeurs libérales. » Des problèmes clés ont été soulevés, tels que des exemples de réussite en matière de lutte contre la corruption, ainsi que des données et faits relatifs à la corruption, qui ont également été présentés, soulignant que le Liban se classait au 143e rang de l'indice de perception de la corruption pour 2017 sur 180 pays, selon Transparency International. Le Liban s'est également classé au 127ème rang mondial de l'indice de vitesse de l'Internet sur 130 pays avec une vitesse de téléchargement moyenne de 6,22 Mbps (Source: Speedtest.com) et 95ème sur 102 pays en termes de pollution (Source: Numbeo.com).

PUBLICITÉ **Information Tarifs**

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditer- ranéens, ambas- sades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.
Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb
Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.259 / 272

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La vision stratégique de McKinsey pour le Liban dans l'attente d'un exécutant

Sasha Bustros

Le plan économique quinquennal du cabinet international, dont l'élaboration a coûté 1,5 million de dollars au Trésor, risque de rester lettre morte alors que le pays est toujours sans gouvernement depuis plus de six mois.

Alors que le Liban est toujours sans gouvernement depuis plus de six mois, l'économie libanaise, qui a déjà encaissé les multiples conséquences de la guerre en Syrie et ses répercussions au Liban, notamment en matière de blocages politiques et de paralysies institutionnelles, s'approche chaque jour un peu plus du point de rupture. Il ne s'agit point d'un secret. Fragilisée par près de huit ans d'instabilité chronique et une croissance moyennant 1,7% sur la période 2011-2017, l'économie locale, plus que jamais vacillante, est pourtant capable de rebondir. Les recettes et les remèdes ne manquent pas mais la volonté fait encore cruellement défaut.

Parmi ces diverses « roues de secours » à portée de main figure la vision stratégique mise en place par le cabinet de conseil international McKinsey, mandaté en début d'année par le gouvernement libanais pour élaborer un plan économique sur cinq ans.

Si la redondance d'études similaires restées toutes lettres mortes depuis la fin de la guerre et le coût de cette sous-traitance – 1,5 millions de dollars – ont fait l'objet de vives critiques, sans doute légitimes par certains aspects, il n'en reste pas moins que le contenu du plan, partiellement révélé au public, reste solide et valable.

Appui primordial à l'agriculture et l'industrie

Si la première partie du rapport porte sur un état des lieux de la situation actuelle et des défis économiques auxquels est confronté le Liban, les principaux objectifs dressés par McKinsey figure au second chapitre du plan stratégique, qui identifie notamment les secteurs productifs susceptibles de créer de la valeur ajoutée et des opportunités d'emplois.

Le cabinet a notamment identifié les secteurs dans lesquels le Liban a un avantage compétitif, mettant en place un plan sectoriel visant à développer la productivité au sein de chaque secteur concerné, à travers des incitations et des mesures de protection, mais aussi des mesures susceptibles d'attirer les investissements directs étrangers (IDE) pour aider au développement de ces secteurs sélectionnés.

L'accent y est mis, dans un premier temps, sur le développement des secteurs primaire et secondaire – qui représentent ensemble à peine 15% du PIB à l'heure actuelle – et de réduire ainsi la vulnérabilité structurelle de l'économie libanaise - dominée par le secteur des services, largement tributaire des oscillations conjoncturelles internes et internationales -, mais aussi de s'affranchir dans une certaine mesure de la dépendance du marché aux importations, réduisant au demeurant le déficit commercial chronique.

Le déficit commercial du Liban est, en effet, chronique et croissant et constitue l'un des principaux déséquilibres économiques du pays; celui-ci a atteint un plus haut historique à 20,3 milliards de dollars l'an dernier, contre 15,1 milliards en 2015.

Avec la baisse des capitaux en provenance de l'étranger, ce creusement du déficit commercial a

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

entrainé la balance des paiements dans le rouge, un baromètre majeur de la santé économique.

Le programme donne ainsi la priorité à la stimulation de la productivité des entreprises dans l'objectif de doper les exportations d'un pays drogué aux importations.

Dans le secteur primaire, laissé à l'abandon depuis au moins trois décennies, le plan vise à accroitre la production agricole et sa compétitivité et, par conséquent, sa part du PIB, réduite actuellement à 5%, alors que les terres agricoles représentent 65% du territoire, selon la Banque mondiale, et que le pays est relativement riche en ressources hydrauliques - 2,2 milliards de mètres cubes par an de précipitations.

Le plan proposé par McKinsey consiste notamment à réduire les coûts de production agricole, à la faveur des subventions des donateurs et de leurs fonds pour financer l'achat des matières premières, mais aussi à améliorer la qualité de production en formant les agriculteurs à de nouvelles techniques privilégiant l'optimisation de la quantité produite, le temps de production et les normes de qualité. Enfin, le plan propose une amélioration de la chaine de distribution à travers des sociétés qualifiées qui trient, conditionnent et commercialisent les produits.

L'exploitation de certaines plantations revêtant un avantage comparatif est, en outre, prônée. C'est dans ce cadre d'ailleurs que la légalisation de la culture du cannabis à des fins médicales a récemment été remise sur le tapis par l'Etat libanais après des décennies de lutte contre cette culture jusque-là illégale.

Au niveau industriel, le cabinet préconise la focalisation sur quatre filières industrielles identifiées comme prioritaires, dont celle de la pharmaceutique, le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), les parfums et produits de beauté. McKinsey stipule, en parallèle, la création de quatre zones industrielles compétitives et dotées d'infrastructures de pointe.

Mais au-delà des mesures sectorielles, c'est l'environnement général des affaires que McKinsey recommande de révolutionner: infrastructures modernes, faible bureaucratie, système judiciaire efficace et indépendant, transparence, etc. Dans ce domaine, le Liban est largement à la traîne comme en témoigne son recul, pour la huitième année consécutive, au classement «Doing Business» de la Banque mondiale. Il a été classé 142e parmi 190 pays en 2018.

> LES RECETTES ET LES REMÈDES NE MANQUENT PAS MAIS LA VOLONTÉ FAIT ENCORE CRUELLEMENT DÉFAUT.

Tourisme, Finance et économie du savoir

Dans le secteur des services, le plan élaboré par le cabinet international préconise l'adoption d'une vision touristique qui se concentre sur la hausse du nombre de visiteurs en provenance de 16 pays spécifiques, le développement des services touristiques dans trois régions à déterminer et le développement du tourisme écologique, religieux et médical.

Toujours dans le registre tertiaire, le plan recommande de soutenir la croissance du secteur financier, à travers l'optimisation des réseaux numériques du secteur bancaire et le développement du marché des capitaux dans le but de financer les programmes nationaux de développement. Il préconise également la transformation du Liban en plateforme pour la gestion des investissements et des services bancaires offshore, en vue de mieux cibler les grandes fortunes.

Quant à l'économie de la connaissance et de l'innovation, qui jouit au Liban d'un vivier de jeunes talents tournés vers les nouvelles technologies et parfaitement en phase avec les dernières évolutions à l'échelle mondiale, le plan de McKinsey vise à faire du pays un hub régional des services de sous-traitance ainsi qu'un pôle de recherche.

Dernier pilier de la vision stratégique : renforcer les liens avec la diaspora et mettre les expériences et les compétences des expatriés au profit de l'économie locale en facilitant, parmi d'autres mesures, l'entrée de leurs capitaux au Liban, notamment à destination de projets productifs. Les investissements de la diaspora au Liban se limitaient jusque-là à quelques secteurs, notamment l'immobilier, considéré comme semi-rentier.

A plus court terme, McKinsey préconise, en vue de relancer une croissance atone, la création d'une zone dédiée aux technologies BTP à la frontière syro-libanaise, afin que le Liban puisse saisir les opportunités liées à la reconstruction en Syrie et en Irak.

Lors d'une conférence de presse tenue en juillet dernier, le ministre sortant de l'économie, Raed Khoury, a indiqué que ce marché représente à lui seul «plus de 300 milliards de dollars, en plus de celui de la reconstruction des logements pour les milliers de réfugiés qui retourneront en Syrie».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Politique des échanges et développement

Roger Khayat

Comprendre l'économie[1]! L'entrepreneur est le premier concerné. L'homme d'État l'est encore plus car les politiques publiques régulent le progrès de la vie nationale. Malheureusement, pour la majorité des responsables, l'économie est une réalité qui échappe au politique. Chômage et crises sont une fatalité dont il faut s'accommoder. Il suffit de contrôler l'inflation. ECONEWS, en tant qu'« outil » de l'entrepreneur, se devait d'examiner certaines situations sans s'arrêter aux lieux communs, aux paradigmes contestables, bref, d'aller au fond des choses.

Le concept économique est né des échanges. Il est aussi vieux que l'existence des premières sociétés humaines mais il s'est érigé en science il y a tout juste 300 ans. Dans leur désir d'en faire une science, et plus tard une science exacte, les penseurs se sont souvent éloignés de la réalité des marchés. L'optimisation des ressources, et par conséquent l'ouverture absolue, leur a toujours paru le seul objectif rationnel quitte à disloquer les marchés de la façon la plus incongrue. Les droits de douane étaient prélevés entre une ville et une autre ; et souvent la taxe douanière s'appliquait aussi à la sortie des marchandises.

L'équilibre et l'emploi

Au sens moderne du terme, la balance commerciale représente le résultat de l'importation et de l'exportation des biens et services durant l'année. Le solde se transmet à la balance des paiements et contribue aux rentrées ou sorties excédentaires de devises étrangères ; c'est-à-dire à l'augmentation ou à la réduction des réserves en devises étrangères de la Banque centrale.

Imaginons que le pays ne produise et ne consomme qu'un seul produit ou service. Quand l'importation excède l'exportation du produit ou service unique, le revenu des entreprises qui le génèrent diminue, la production et l'emploi aussi. En revanche, quand l'exportation excède l'importation, le stock disponible à la consommation est plus réduit, en même temps que les revenus augmentent du montant de l'exportation nette. Une tension inflationniste naît. Elle est due à la demande excédentaire du fait de l'excès d'exportation.

La logique est la même pour l'ensemble des biens et services. Le paradigme de Maurice Allais s'applique parfaitement : l'équilibre est la situation la plus efficace, toute situation efficace tend vers l'équilibre. Il va sans dire que le déficit ou le surplus de la balance commerciale sont autant préjudiciables l'un que l'autre. Malheureusement les accords commerciaux ont rarement reflété cette exigence, et les instances internationales concernées ont manifesté beaucoup le plus d'intérêt à l'ouverture de l'économie qu'à l'équilibre de la balance commerciale.

Le Liban est un exemple flagrant de cet état de fait. Aucun gouvernement n'a cherché l'équilibre de la balance des comptes[2] dont le déséquilibre est le premier responsable du faible ratio de la population active (47% de la population en âge de travailler) et de la précarité du niveau de vie d'une grande partie de la population.

1 Cf. EcoNews 82 p.7 *« La propension a consommer dans l'économie libanaise »*, + EcoNews 83 p.7 *« L'équilibre économique et la formation du capital technique »* + EcoNews 84 p.7 *« Anticipation, investissement et croissance »* + EcoNews 85 p.7 *«Emploi et revenu»* + *Econews 86 p.7 «La Monnaie».*
2 Au Liban, l'importation et l'exportation des services sont comptabilisées directement dans la balance des comptes.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La protection indispensable

Les accords commerciaux sont régis par des conditions présumées paritaires. La règle est de ramener les droits de douane à zéro et de proscrire toute limite à l'importation autre que celles liées aux raisons religieuses, morales, sanitaires ou sécuritaires. Si l'une ou l'autre des parties tient, pour des raisons économiques, sociales et/ou sécuritaires, à garder une activité en dehors de la concurrence internationale, le partenaire va tolérer un droit de douane ou une licence d'importation, voire un calendrier représentant une limite dans le temps, ou un plafond fixant la quantité maximum du produit importé.

Cette politique est censée soutenir la croissance et conforter le standard de vie des pays signataires du fait de l'optimisation des ressources. Ce ne fut pas le cas pour la majorité des accords qu'a conclus le Liban. L'objectif majeur du commerce extérieur, l'emploi, n'a pas été atteint. La paix a causé plus d'émigration de jeunes pour raison économique que la guerre.

Cette situation n'est pas unique, l'histoire de l'économie abonde de cas similaires. Au 18e siècle, le Portugal s'est laissé convaincre par La Richesse des Nations, a ouvert son économie et perdu son hégémonie alors que l'Angleterre, pays d'Adam Smith, l'auteur de cet ouvrage, a protégé son industrie et dominé le monde.

Il paraît évident que l'ouverture est utile, en vue d'optimiser les ressources, dans la mesure où elle ne compromet pas l'équilibre de la balance des biens et services qui est la condition sine qua non de l'emploi et de l'investissement.

Pour une politique douanière raisonnable

Le droit de douane est la barrière visible à l'importation, mais il en existe d'autres, comme on a pu le constater durant la dernière décennie, notamment les « barrières techniques au commerce ». Elles sont généralement fondées mais exagérées, et tendent à réduire ou même interdire une importation.

La barrière la plus importante est certes celle du taux de change. Quand un État empêche l'appréciation de sa monnaie, il décide tout simplement de disposer d'un avantage dans la concurrence internationale au prix du niveau de vie de ses citoyens. Les États-Unis ont longtemps essayé de convaincre la Chine, durant les précédents mandats, d'apprécier le yuan pour résoudre le problème de leur déficit commercial.

La dynamique des relations commerciales entre les nations - avec son implication sur le cours des changes, le niveau de vie et la productivité des partenaires commerciaux - est largement décrite dans le modèle de Mundell-Flemming.

Cela dit, l'ouverture de l'économie nécessite une vaste connaissance du marché et des mécanismes économiques pour en récolter les fruits sans porter préjudice à l'emploi et à l'investissement. À ce titre, il a fallu créer le Conseil supérieur des Douanes et lui attribuer des prérogatives pour légiférer en matière douanière. Il s'agit d'une administration ayant la souplesse et la compétence nécessaires pour suivre l'évolution du marché et prendre les dispositions utiles à la sauvegarde des intérêts de la nation.

Dans ce contexte, le CSD devrait promouvoir une politique qui allie l'ouverture à l'investissement et l'emploi. À titre d'exemple on peut dire :

- Toute chose égale par ailleurs, une grande partie des secteurs qui connaissent un déficit dans le commerce extérieur au Liban retrouveraient l'équilibre avec un taux de douane de 10%.
- Certains secteurs à haute valeur ajoutée et jugés nécessaires pour la chaîne de qualité, en amont ou en aval, pourraient justifier jusqu'à 25%. À noter que ce sont les taux appliqués dernièrement par l'administration américaine au terme d'études approfondies et qui ont rétabli l'emploi aux États-Unis, avec un chômage de 3,8%, légèrement inférieur au chômage frictionnel défini en 1979 (Humphrey-Hawkins bill).
- Un tarif de 40% correspond à la majorité des produits qui bénéficient à l'exportation de leur origine libanaise, du fait de la valeur ajoutée égale ou supérieure à 40% Ce taux devrait être accordé sur une période déterminée et nécessaire pour remettre un secteur sur les rails. Tout tarif supérieur devrait être largement justifié.

Cette politique tend à rétablir la productivité et l'emploi rationnel dans la conjoncture qui prévaut dans le pays. Et surtout à attirer l'attention sur le fait qu'il existe des politiques économiques et/ou sectorielles alternatives qui permettent l'ouverture totale sans compromettre l'investissement et l'emploi.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La chambre de Beyrouth aux couleurs de l'économie britannique

Marilyne Jallad

Les organisations économiques ont reçu à la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban une délégation du Royaume-Uni présidée par le député John Hayes.

Devant ses hôtes, Mohamed Choucair a énuméré les nombreuses opportunités actuellement entrevues au Liban, à savoir « un programme de grands travaux de 16 milliards de dollars, l'exploitation du pétrole et du gaz, les industries d'hydrocarbures et la reconstruction de la Syrie qui passera nécessairement par le Liban ».

John Hayes a quant à lui relevé que « l'économie libanaise avait besoin d'investissements et de diversification ».

Le Liban fait partie du Levant – comme les Occidentaux ont baptisé la région - qui a maintenu au fil des années des liens étroits avec le Royaume-Uni. Le Liban est le second investisseur en Irak après le Koweït. Il a pris part à la reconstruction dans ce pays et s'apprête à faire de même en Syrie. Le pays est totalement ouvert aux joint-ventures avec le Royaume-Uni et les nations amies intéressées par les marchés de la région. Profitant de sa large diaspora et de nouveaux moyens de communications, l'économie libanaise se mondialise. Pour accompagner le mouvement, la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban a créé une nouvelle organisation : Global Lebanese Investors. Son président, Jacques Sarraf, est l'ex-président de l'Association des industriels libanais (AIL) et de l'Union des confédérations d'entreprises méditerranéennes.

Un accord commercial avec le Royaume-Uni servirait de base à la révision de l'Accord d'Association

Le Royaume-Uni est leader dans le domaine de l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz ainsi que dans la conception d'aéroports et autres grandes infrastructures. L'historique de sa place financière, le succès de ses programmes éducatifs, l'évolution de sa technologie et son esprit entrepreneurial en font un partenaire de choix. La conférence de Londres le mois prochain présentera les opportunités de joint-ventures pour l'investissement dans les deux pays. Le système éducatif anglais répond

Le député britannique John Hayes et la délégation qui l'accompagne en compagnie de Mohamed Choucair et d'autres responsables de la Chambre.

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

aux besoins du futur ; il accorde une large part au digital et à l'innovation. Une attention particulière est portée aux secteurs des services, la chaine de production, la santé et le tourisme.

> EN 2030, UN MILLIARD D'EMPLOIS OU DE PROFESSIONS CONVENTIONNELS AURONT DISPARU. LA NOUVELLE ÉCONOMIE VA-T-ELLE CRÉER AUTANT DE POSTES À POURVOIR?

Salah Osseiran, membre du Conseil économique et social (CES), du Conseil d'administration de la Chambre, président de la Commission économique et président de l'Association des économistes libanais, a voulu donner « une description objective» de la conjoncture libanaise. Il a ainsi mis en valeur « la résilience légendaire du pays du Cèdre, avec une population de 4,2 millions d'habitants ayant accueilli un million et demi de déplacés syriens, avec toute l'assistance nécessaire sur le plan de l'habitat, de l'éducation, de la santé et de l'utilisation des services et des infrastructures ». Salah Osseiran a toutefois reconnu qu'il n'y avait actuellement pas de solution pour répondre à la fois au besoin de travail des Syriens et à la forte concurrence faite aux Libanais ». Maintenant que la situation en Syrie s'est stabilisée, le responsable a par ailleurs appelé à ne pas faire obstacle au retour des citoyens dans toutes les régions où leur sécurité est garantie.

Les universités libanaises sont à l'avant-garde. Elles ont déjà introduit dans leurs curricula le IoT « Internet of the things ». En 2030, un milliard d'emplois ou de professions vont disparaître du fait du progrès technique, notamment de l'intelligence artificielle. Est-ce que la technologie pourra susciter autant de nouveaux emplois ? Il faut en permanence un effort d'adaptation. Au Liban plus qu'ailleurs car les Libanais se retrouvent sur tous les marchés. En Afrique, leur influence se fait sentir dans tous les pays.

Il n'y a qu'au Liban que le bât blesse. Le Liban ne connaît pas son intérêt et/ou ne cherche pas à l'appliquer. L'accord d'association avec l'UE signé en 2002 était supposé contribuer au développement du Liban, ce ne fut pas le cas dans l'indifférence générale. En 2002, nos exportations vers l'Europe représentaient 6% de nos importations de ce même continent. En 2017, elles sont tombées à 3,7% alors que nos exportations globales représentent quand même 16% de nos importations. Nos exportations vers le monde en dehors de l'Europe représentent 25% de nos importations vers les mêmes pays.

Le problème de l'exportation est crucial au Liban. Les accords laxistes ont causé la recrudescence du chômage et l'émigration massive des jeunes. Alors que l'opportunité se présente de conclure un accord commercial avec le Royaume-Uni, il pourrait servir de base à la révision de l'accord d'association.

Une série d'industrie vont voir le jour suite à l'exploitation des hydrocarbures. Il serait utile d'orienter la formation technique vers les métiers afférents. De même, la production d'énergie renouvelable à partir de la biomasse, du vent, de l'eau et du soleil est à l'ordre du jour; une alliance avec le Royaume-Uni dans la formation et/ou la production serait la bienvenue.

> CHOUCAIR ENCOURAGE L'INSTALLATION D'UNE UNIVERSITÉ ANGLAISE AU LIBAN ET PROMET L'APPUI DE LA CHAMBRE.

Le lancement en cours d'une nouvelle bourse destinée plus particulièrement aux entreprises moyennes devrait faciliter le partenariat avec des entreprises étrangères en même temps qu'avec l'État. D'ores et déjà, le secteur des franchises a la maturité nécessaire à l'élaboration des projets communs et à la promotion des marques en Europe, dans le Golfe et au Moyen Orient.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La Chambre donne voix aux industriels

C'est une première. La Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban a réuni 120 industriels, en présence de Mohamed Choucair, président des organismes économiques, et de nombreux dirigeants des associations membres, pour traiter des problèmes qui touchent l'industrie au Liban. Durant cette réunion, le président de l'Association des industriels, Fady Gemayel, a martelé que la « revalorisation de l'industrie » devrait être un « objectif national ».

Mohamed Choucair a fait le point sur la situation économique, laquelle souffre d'une carence administrative et de l'incompatibilité de nombreux accords commerciaux avec l'évolution de la conjoncture économique locale. Il a aussi exprimé l'engagement des organismes économiques en faveur de l'industrie, et la nécessité de coopérer avec ces derniers pour faire évoluer les choses.

Fady Gemayel, président de l'Association des industriels libanais (AIL), a ensuite vanté la résilience des entreprises libanaises face aux défis qu'elles affrontent depuis plus de 40 ans. Il a rappelé que l'industrie est créatrice d'activité dans le secteur tertiaire, et que, par conséquent, « sa revalorisation devrait être un objectif national ».

Un atelier de travail a suivi à l'initiative de Nabil Fahed, vice-président de la CCIA de Beyrouth et du Mont-Liban. Les industriels Mohamed Ali Yassin, Paul Abi-Nasr et Mounir Bsat y ont tour à tour présenté la quatrième révolution industrielle, thématique du Forum mondial de l'industrie qui s'est tenu récemment en Italie. Ils ont abordé les sujets suivants : la réalité de l'économie libanaise et son positionnement à l'exportation, l'impact socio-économique et son importance dans la croissance et l'emploi et les mesures préconisées afin de relancer l'industrie pour une meilleure adaptation à l'économie de marché et aux conditions économiques du Liban.

Le président de l'AIL, Fady Gemayel entouré de Mohamed Choucair et de Nabil Fahed.

De son côté, Nicolas Chammas, président de l'Association des commerçants de Beyrouth, a confirmé le soutien de l'ACB à l'industrie tout en rappelant les dégâts engendrés, pour les entreprises commerciales bien établies, par le manque de discernement et d'études d'impact concernant les questions de protection. Il a également souligné l'importance de tenir compte du consommateur, en particulier au vu de l'inflation qui a atteint 7% sur un an.

À ce sujet, Mohamed Choucair a signalé que quelques dérapages survenus ces derniers temps dans le domaine de la protection risquaient de détériorer nos relations sur des marchés vitaux. Il a ainsi invité les industriels à une coopération étroite avec l'ensemble des secteurs dans l'intérêt supérieur de l'économie libanaise.

La relance en question

Les problèmes de l'industrie et les réformes nécessaires pour redresser ce secteur sont connus de tous depuis longtemps. Ils nécessitent un programme de développement sur le long terme. Mais l'industrie a aussi besoin d'un coup de pouce immédiat, ce plan ne pouvant être mis en place sans une certaine croissance du secteur lui-même.

Alors quelles sont les priorités ? Tout d'abord, le secteur a besoin de souffler. S'il ne peut pas immédiatement gonfler l'exportation, il peut au moins prendre une part plus significative du marché local. C'est là où le bât blesse. Parler de protectionnisme sus-

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

cite systématiquement une levée de bouclier générale au nom de la défense du consommateur et, par effet de ricochet, de l'importation. Sauf que la politique actuelle de protection du marché est très mal conçue. Initiateurs du GATT, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, et pilier de l'Organisation mondiale du commerce (l'OMC), les États-Unis se sont résolus à une certaine protection indispensable pour sauvegarder leurs emplois. Le Liban peut-il éviter cette option avec plus de 20% de chômage ?

Il faut déterminer les initiatives les plus efficaces pour la relance du secteur. Les mesures qui peuvent améliorer la productivité sont essentielles. Elles permettront aussi d'augmenter les exportations et de disposer d'une plus grande part du marché local sans avoir recours à la protection.

À plus long terme

L'époque des grands « programmes » est révolue. D'abord, par ce qu'ils ne font pas bon ménage avec l'économie de marché, ensuite parce que la quatrième révolution industrielle, évoquée par Nabil Fahed durant la séance, a beaucoup accéléré le changement. La planification sur le long terme ne permet plus de répondre aux besoins de demain. En revanche, les « politiques sectorielles » et toutes les mesures décrites dans ce workshop méritent d'être débattues, constamment mises à jour, et appliquées à la première occasion. Elles doivent constituer un ensemble de « critères économiques » prêts à l'usage. Enfin, une politique efficace de protection du marché libanais suffira à évacuer les craintes liées à la mise en place d'éventuelles mesures protectionnistes.

Atouts de la quatrième révolution industrielle

À l'occasion du Forum industriel, Nabil Fahed a exposé les atouts de « la quatrième révolution industrielle », thématique phare du dernier Forum mondial de l'industrie, organisé à Cernobbio (Italie), les 27 et 28 septembre. Selon le vice-président de la CCIA de Beyrouth et du Mont-Liban, il s'agit d'« une technologie qui étale la richesse et sécurise l'approvisionnement en assurant des emplois de qualité tout en maîtrisant la circulation économique ». « La quatrième révolution industrielle diffuse la sécurité à tous les niveaux, prévoit l'inclusion de la diversité démographique et démocratise l'activité productive », a poursuivi le responsable.

Approche de l'industrie de demain

L'industriel Mounir Bsat a fait une présentation intitulée « Une vision à long terme de l'industrie ». Parmi les mesures essentielles pour redresser le secteur, ont figuré « l'extension de l'équité dans le financement des entreprises, le passage de la SARL en SAL sans frais, l'abrogation des formalités et coûts qui empêchent la fusion des entreprises, source première de productivité, le développement de l'infrastructure des zones industrielles, la formation technique en accord avec les besoins des entreprises, l'élimination de la bureaucratie de l'administration, la restauration de l'électricité et la fourniture de courant à un prix compétitif, l'organisation du transport des personnes et des produits ».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Ziyad Baroud fait une proposition de loi pour supprimer la taxe forfaitaire annuelle

Marilyne Jallad

Avec L'ONG « Billnizam – Lobbying for Legislation » qui œuvre pour proposer de nouvelles législations ou supprimer ou amender des lois existantes obsolètes ou, aussi, proposer un décret d'application ou un arrêté ministériel, l'avocat s'est proposé comme première mission la suppression de la redevance annuelle forfaitaire. Décidée en 2000, l'application de cette taxe a depuis été reportée plusieurs fois. Les griefs qui lui sont faits par Billnizam se résument en ce « qu'elle ne concerne qu'un groupe de contribuables, viole le principe de l'égalité des droits et des devoirs et va à l'encontre du concept de justice sociale ». L'ancien ministre nous en explique les tenants et aboutissants.

Peut-on affirmer que l'idée d'une politique fiscale est enfin à l'ordre du jour au Liban ?

Il faut dire que la politique fiscale n'a jamais été au menu, ou rarement, parce que les priorités étaient ailleurs. Souvent, c'était la politique tout court qui prenait le dessus quand la politique fiscale passait en quatrième voire cinquième position. Depuis un moment, la fiscalité est à l'ordre du jour pour des raisons indépendantes de la volonté des Libanais. Cela a été notamment imposé par les régulations fiscales internationales auxquelles le Liban a dû se soumettre.

D'ailleurs, pour ne citer que des exemples tous récents, des lois relatives au blanchiment d'argent et à l'évasion fiscale ont été votées par le Parlement en 2015, 2016 et 2017 -. Ces lois ont contraint les Libanais à s'intéresser un peu plus à ce que l'on désigne par « fiscalité », à la différence de la « politique fiscale » qui implique une politique claire et une vision pour les années à venir qui, au Liban, est généralement définie par le budget.

Or, depuis 2005, le vote d'un budget était aux abonnés absents. Sans oublier les comptes définitifs qui n'ont toujours pas été approuvés, contrairement aux dispositions claires de l'article 87 de la Constitution qui impose « l'approbation des comptes définitifs avant le vote d'un budget ».

Bien entendu, je suis de ceux qui sont favorables au vote d'un budget et qui sont ravis du pas franchi récemment dans ce sens. Mais cette étape, si elle est nécessaire et louable, demeure insuffisante ! Nécessaire, car il faut un budget. Mais il s'agit en même temps de clôturer les comptes définitifs, ce qui n'a pas été fait depuis 2005 (pour l'année 2003 deux années en arrière). Pour simplifier, les comptes définitifs c'est ce que l'État a encaissé comme impôts et autres revenus et ce qu'il a payé comme dépenses publiques. C'est exactement ce qui reste après avoir dépensé et perçu. Concrètement, l'absence de clôture des comptes définitifs laisse une grande faille sans pour autant minimiser ou négliger le vote du budget.

Par ailleurs, une politique fiscale n'inclut pas seulement le budget et les comptes définitifs. Elle doit s'accompagner d'une vision pour faire en sorte qu'il y ait un équilibre entre les dépenses et les recettes mais surtout que l'économie puisse en profiter. La politique fiscale doit donc aller de concert avec la vision économique. Si vision il y a.

Ainsi les différents acteurs que sont la Banque du Liban, via ses produits et ingénieries financières, le ministère des Finances et de l'Économie

L'ancien ministre de l'intérieur, l'avocat Ziyad Baroud.

ainsi que le Conseil des ministres et le Parlement, sont censés participer, chacun selon leurs compétences et prérogatives, à l'élaboration d'une vision, d'un plan quinquennal, décennal et non seulement annuel. Il faut impérativement qu'il y ait une vision. C'est comme cela que je lis la politique fiscale.

On peut dire donc qu'une politique fiscale commence à être prioritaire au Liban, même si cela a été imposé par des exigences d'ailleurs. A titre d'exemple, le partenariat public-privé (PPP) est l'un des outils nécessaires dans le cadre d'une politique fiscale.

Que se passe-t-il lorsque la fiscalité fonctionne en dehors d'une vision claire comme c'est le cas au Liban ?

Lorsque l'on parle fiscalité, il ne s'agit pas seulement d'impôts. La fiscalité constitue un ensemble d'éléments qui

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

englobe toutes les recettes de l'État – impôts et taxes - mais aussi les dépenses - infrastructures, salaires, services sociaux et de santé, etc.

Parfois, comme cela est encore le cas au Liban, la fiscalité fonctionne en dehors d'une vision claire et stratégique. Un exemple concret est la création et l'ajout en 2000 d'une taxe forfaitaire annuelle en vertu de l'article 29 de la loi 173/2000 (loi du budget). Cette taxe annuelle forfaitaire s'impose à tous ceux qui, en dehors des salariés, sont assujettis à l'impôt sur le revenu : professions libérales, sociétés, artisans, industriels… En plus de l'impôt sur le revenu, ces derniers ont été soumis à une taxe annuelle forfaitaire dont le montant varie entre 50 000 LL et 2 millions de LL.

Cette taxe était censée être d'application immédiate dès 2000. Mais en 18 ans, l'on a assisté à des reports systématiques, sans oublier que pendant plus de 11 ans le budget n'a pas été voté. À chaque fois que le ministère des Finances a voulu faire appliquer cet article bien précis de la loi, cela a déclenché un tollé général, et à juste titre d'ailleurs.

Pourquoi avoir soumis une proposition de loi pour supprimer la taxe forfaitaire annuelle qui devait entrer en vigueur ?

Le problème de cette taxe est le suivant : elle n'est pas la même pour tout le monde, indépendamment du fait que vous soyez en train de faire des bénéfices ou de supporter des pertes. Dans les deux cas de figure, elle est due.. De plus, depuis sa création en 2000, il y a eu entretemps l'imposition de la TVA sur la consommation. Une taxe est aussi généralement imposée en échange d'un service, ce qui n'est pas le cas ici.

Lorsqu'elle a été remise sur le tapis, très vite le patronat, dirigé par son président Mohamed Choucair, et les divers syndicats ont réagi en réclamant au ministre des Finances un amendement à cette taxe. Le ministre avait alors réagi favorablement en accordant un délai pour régler cette taxe avant le 30 septembre 2018. Quelques jours avant l'expiration du délai, le ministre l'a prorogé encore une fois de quelques mois.

Lors du talk-Show Sarelwa2et de Marcel Ghanem, Billnizam, Lobbying for Legislation a soumis une proposition de loi au Premier ministre, Saad Hariri, premier invité de l'émission. La proposition visait à supprimer carrément la taxe forfaitaire. Le Premier ministre l'a tout de suite adoptée et quelques jours après, des députés de son bloc parlementaire l'ont présentée au Parlement. Malheureusement, ce dernier l'a rejetée en votant une nouvelle prorogation de trois ans !

Proposition de loi visant à supprimer la cotisation annuelle prévue à l'article 29 de la loi n°173/2000

Article 1:

Est supprimée la taxe forfaitaire annuelle imposée aux contribuables prévue par l'article 29 de la loi n°173 du 14/2/2000 (loi sur le budget général de 2000).

Article 2 :

Les contribuables qui ont déjà réglé cette taxe (sur la base du formulaire S10) ont le droit de se faire rembourser la somme déjà versée conformément à un mécanisme qui sera défini par un arrêté du ministre des Finances dans un délai d'un mois à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 3 :

La présente loi entre en vigueur dès sa publication au Journal officiel.

MOTIFS

Depuis l'introduction d'une taxe forfaitaire sur les contribuables des personnes physiques et morales en vertu de l'article 29 de la loi n°173/2000 (loi sur le budget général), son application a été retardée plusieurs fois,

Étant donné que la taxe en question constituerait, si elle est maintenue, une charge indue pour les contribuables, quel que soit le revenu réel, ce qui la place dans la catégorie des taxes indirectes,

Étant donné que la taxe annuelle forfaitaire ne concerne qu'un groupe de contribuables, elle viole le principe de l'égalité des citoyens devant les droits et les obligations consacré au paragraphe C et à l'article 7 de la Constitution et va à l'encontre du concept de justice sociale car elle n'équivaut pas à la perception de l'impôt sur le citoyen mais concernerait plutôt les contribuables générant des bénéfices de valeurs différentes, ainsi que les personnes ayant subi des pertes (sur le concept de justice sociale, voir la décision du Conseil constitutionnel n°2/2018 du 14/5/2018),

Compte tenu du fait que l'application de cette redevance a été différée à plusieurs reprises en raison des anomalies, des lacunes et des nombreuses objections dont elle a fait l'objet, en particulier à la lumière des circonstances qui ont conduit à ces reports,

Etant donné qu'il faudrait, ce faisant, régulariser la situation des contribuables qui se sont déjà acquittés de cette taxe, et ce, par circulaire du ministère des Finances en leur permettant de se faire rembourser,

Par conséquent, nous soumettons au Parlement la proposition de loi ci-jointe, en espérant qu'il l'approuvera.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Un forum aux Émirats arabes unis pour booster l'investissement au Liban

Venez investir au Liban ! Les opportunités sont nombreuses dans divers secteurs. Tel est le message que la Fédération des chambres libanaises de commerce a voulu transmettre durant la rencontre d'Abou Dhabi. Un événement qui s'est tenu en présence du ministre émirati de l'Économie, Sultan Bin Saeed Al Mansouri et des membres actifs de la Chambre de commerce et d'industrie de l'Émirat.

À l'initiative du président de la Fédération des chambres libanaises de commerce, Mohamed Choucair, une large délégation économique s'est rendue aux Émirats arabes unis du 4 au 6 décembre pour participer au Forum de l'Investissement émirati-libanais. L'événement s'est tenu en présence du ministre émirati de l'Économie, Sultan bin Saeed Al Mansouri et de nombreux hauts fonctionnaires, hommes d'affaires et investisseurs des EAU.

Pour Mohamed Choucair, l'objectif de cette rencontre était de « développer et renforcer les relations économiques » entre les deux pays via des « opportunités d'investissement prometteuses ». Ce forum visait aussi à établir « des partenariats économiques entre les institutions des secteurs privés des Émirats arabes unis et du Liban », explique-t-il. Les séances de travail ont été largement consacrées à l'étude des secteurs les plus intéressants pour les investisseurs des EAU.

Cette rencontre s'est tenue quelques mois après l'adoption par le Parlement libanais de la loi sur les partenariats public-privé et alors que les projets de CEDRE pourraient commencer à être financés dès la formation du prochain gouvernement. Et ce timing n'était pas un hasard sur l'agenda des organisateurs.

Plusieurs responsables se sont exprimés en ouverture de cette journée : le ministre de l'Économie des EAU, Sultan Bin Saeed Al Mansouri, le président des organisations économiques et de la Fédération des chambres libanaises de commerce, Mohamed Choucair, le président du Conseil d'administration de la Chambre de commerce et d'industrie d'Abou Dhabi, Mohammed Thani, et le secrétaire général de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie des Émirats arabes unis, Hamid Mohamed Ben Salem.

Au programme

Les Libanais ne viennent pas « demander une aide financière », tient à préciser Mohamed Choucair, mais « offrir leur savoir-faire et leur expérience » ainsi que « les multiples possibilités d'investissements dans le pays» qu'il s'agisse des projets d'infrastructure prévus par CEDRE, des PPP ou des perspectives du secteur pétrolier et gazier.

Le président du Haut-Conseil pour la privatisation et les partenariats (HCPP), Ziyad Hayek, et le conseiller économique du Premier ministre Saad Hariri, Nadim Mounla, ont animé le premier panel qui portait sur les opportunités d'affaires au Liban ainsi que sur l'environnement de l'investissement aux EAU.

Une deuxième table-ronde modérée par l'ingénieur Wissam al-Zehabi, membre de l'autorité du secteur pétrolier et président de l'unité des affaires économiques et financières, était dédiée aux possibilités d'investissements au Liban dans le pétrole, le gaz et l'énergie.

Le président et directeur général de

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

la Blom Bank, Saad Al Azhari, s'est penché de son côté sur le secteur bancaire.

Le panel sur l'agriculture et la sécurité alimentaire dans le monde arabe a été présenté par Raphael Debbané, président du Comité agricole de la Fédération des chambres libanaises de commerce.

Maroun Hélou, président de l'Association des entrepreneurs libanais, a dressé quant à lui un état des lieux du secteur immobilier.

Les présidents du conseil d'administration du groupe Berytech Digital Park, Maroun Chammas, et de la Société de l'information libanaise, Camille Moukarzel, ont évoqué de leur côté l'innovation et la technologie de l'information et de la communication.

L'ancienne ministre libanaise des Finances Raya el Hassan désormais présidente de la zone économique spéciale (ZES) de Tripoli en a développé les prérogatives et avantages.

Un dîner de gala organisé conjointement par l'Ambassade du Liban aux Émirats arabes unis et le Conseil des affaires libanais à Abou Dhabi est prévu le 5 décembre.

Accords de coopération

En marge de cet événement, d'importants accords de coopération ont aussi été signés : un accord entre la Fédération des chambres de commerce des EAU et l'Union des chambres de commerce d'industrie et d'agriculture du Liban. Un second MOU de coopération devait être contracté par la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban et la CCI d'Abou Dhabi.

Une entente a aussi été scellée entre l'Union libanaise des investisseurs, une association présidée par l'homme d'affaires Jacques Sarraf, et le Conseil international des investisseurs des Émirats arabes unis.

Mohamed Choucair a tenu à saluer chaleureusement l'ambassadeur du Liban aux EAU, Fouad Dandan, pour son soutien sans faille dans l'organisation de cet événement.

Lancement de l'Union libanaise des investisseurs

En fédérant un réseau mondial d'hommes et femmes d'affaires du Liban, d'investisseurs et d'expatriés libanais partageant une même vision économique, l'association initiée par Mohamed Choucair et présidée par Jacques Sarraf ambitionne de relancer les investissements au Liban.

L'Union libanaise des investisseurs a été créée après des mois de concertations et de discussions approfondies impulsées par la Fédération libanaise des chambres de commerce visant à créer un réseau mondial d'hommes d'affaires, d'investisseurs et d'expatriés libanais. Objectif : rassembler des investisseurs qui partagent une vision économique, des valeurs et des préoccupations nationales communes. Certains adhérents ont déjà commencé à réunir près de 100 investisseurs vivant au Liban. Le mécanisme de participation de chaque adhérent permettra de mettre en place des fonds d'investissements pour financer et mettre en œuvre de grands projets d'infrastructure, en partenariat avec l'État libanais, sur la base des PPP. Cette Union offrira aux investisseurs du Liban et aux expatriés un cadre global et une garantie basée sur des critères scientifiques d'acceptation des membres. L'association est aussi soucieuse de mettre en œuvre des projets d'intérêt public au service de l'économie nationale et du peuple libanais. Elle souhaite également protéger les investisseurs et assurer leur succès et leur continuité. Toute femme ou homme d'affaires a le droit d'adhérer s'il remplit les conditions requises dont une contribution financière qui permettra de soutenir les fonds d'investissements. Les demandes d'adhésion sont examinées au sein du Conseil d'administration. Si elle est acceptée, l'adhésion d'une année est renouvelable si les conditions sont toujours remplies.

Bienvenue à *ECO*NEWS

Enregistrez-vous et recevez gracieusement votre copie digitale.

Envoyer un Email à :

Econews@ccib.org.lb
Indiquer s.v.p.
Prénom, Nom
Institution
Adresse email
Téléphone

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

22 propositions fiscales qui rassemblent les politiques

À l'initiative du président du Conseil économique et social (CES), Charles Arbid, les représentants économiques des sept principaux partis politiques se sont réunis à neuf reprises entre le 11 juin et le 3 octobre avant d'aboutir à un document d'entente fiscale en vue de redresser au plus tôt le déficit budgétaire.

Les représentants économiques de sept partis politiques, l'ancienne ministre des Finances Raya el-Hassan pour le Courant du Futur, Jean Tawilé pour le parti Kataëb, Roy Badaro pour les Forces Libanaises, Mohammad Basbous pour le Parti socialiste progressiste, Ghazi Wazni pour le mouvement Amal, Abdelhalim Fadlalllah pour le Hezbollah et Charbel Cordahi pour le CPL, ont été conviés par le président du CES pour trouver ensemble un terrain d'entente afin de réduire durablement le déficit public, et ce dès l'exercice budgétaire de 2019. Durant leurs réunions, ils ont discuté des moyens de trouver des solutions aux problèmes économiques auxquels le pays est confronté depuis presque une décennie maintenant.

« C'est la première fois que les principaux partis se mettent d'accord sur une feuille de route fiscale, et ce malgré des positions politiques différentes », se satisfait l'économiste Roy Badaro. « La réforme économique est donc possible, elle est entre nos mains », ajoute-t-il tout en appelant « à une réelle volonté politique, seul moyen pour actionner les 22 propositions approuvées par tous ».

« Trop d'impôt tue l'impôt »

Bilan des courses en quelques mots : les partis ont convenu de la priorité consistant à résoudre immédiatement et radicalement le déficit à compter du budget 2019 et ont décidé de le ramener à un maximum de 5% du PIB en limitant l'évasion fiscale et les dépenses tout en évitant de nouvelles taxes ou des impôts plus élevés.

Cependant, pour diminuer le déficit, trois possibilités théoriques ont été mises sur la table des discussions. « La première est d'augmenter les recettes, la seconde de diminuer les dépenses et la troisième est un mix des deux », indique-t-il.

Les sept responsables se sont finalement prononcés pour la seule diminution des dépenses de l'État. Une option que préconise vivement l'économiste pour trois raisons. « La première est que, comme dit Arthur Laffer, « trop d'impôt tue l'impôt ». La deuxième est qu'une grande composante des citoyens ne paie pas d'impôts et que toute augmentation touchera donc ceux qui en paient déjà, et ce de façon inique. La troisième est qu'une augmentation des taxes rendra le gouvernement laxiste quant à sa politique de resserrement des dépenses puisqu'une nouvelle augmentation de revenus poussera les politiciens à la tentation de re-dépenser », assure Roy Badaro. La baisse des dépenses était donc le seul moyen de réduire le déficit.

Priorité à la baisse des dépenses de l'État

Si l'on parle de réduction du déficit public, il est utile de rappeler les trois postes les plus importants de dépenses de l'État libanais : les intérêts de la dette (charge financière de l'État), les dépenses de fonctionnement de l'État et l'électricité.

Le président du Conseil économique et social, Charles Arbid.

Pourquoi alors avoir opté pour la deuxième option d'une réduction des dépenses publiques ?

« La charge financière de l'État est difficilement compressible à cause de la situation politique et économique du pays, de la hausse des taux d'intérêts aux Etats-Unis et des structures de financement actuels », explique l'économiste.

De plus, « l'État libanais souffre d'une pléthore de personnes à sa charge, directement ou indirectement employées à plein temps, à la journée ou à la tâche, et d'autres élucubrations de classement de la charge publique ce qui rend celle-ci insupportable au niveau du nombre des personnes

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

employées », soulève-t-il. « Si l'on suppose que la population active représente un million et demi de personnes, l'État à lui seul engage 20 à 25% de cette population, un chiffre énorme comparé à la norme des 10% préconisés dans nombre de pays avancés ». Il est donc selon lui impératif de réduire cette part, « le problème n'étant donc pas seulement la grille des salaires dans le secteur public mais plutôt le nombre d'employés à la charge de l'État ».

> « SI L'ON SUPPOSE QUE LA POPULATION ACTIVE REPRÉSENTE UN MILLION ET DEMI DE PERSONNES, L'ÉTAT À LUI SEUL ENGAGE 20 À 25% DE CETTE POPULATION, UN CHIFFRE ÉNORME COMPARÉ À LA NORME DES 10% PRÉCONISÉS DANS NOMBRE DE PAYS AVANCÉS »

Sur l'électricité, les partis ont décidé que les subventions de l'État devraient être ramenées à zéro d'ici trois ans. « Il faudrait que le monde politique ait le courage de prendre la décision de réduire le déficit de l'électricité immédiatement dès janvier 2019. Les moyens pour le faire sont sur la table, il suffit de choisir une solution ou une combinaison », conclut l'économiste.

La charge principale reviendra au ministre des Finances qui devra ouvrir le ballet du dégraissement de l'État. Il y aura beaucoup de peines et de larmes, et ceci pourrait le conduire à sacrifier sa carrière politique. Acceptera-t-il ou pourra-t-il le faire ? Sur quelle composante reposera la correction ? Une période de transition et de réflexion nationale s'impose.

Quid des 22 propositions

1- Diminuer le déficit de l'EDL et l'éliminer progressivement sur une période de trois ans.
2- Diminution du service total de la dette de 10% selon une modalité qui devrait être approuvée par la BDL et le gouvernement.
3- Diminution d'au moins 20% des dépenses de consommation.
4- Réduire les contributions aux organisations non gouvernementales (ONG) dans le budget d'au moins 30% et de manière transparente.
5- Négocier avec les propriétaires des immeubles loués par l'État afin de réduire les loyers d'au moins 25%.
6- Limiter les réserves dans le budget à 2% des dépenses prévues.
7- Unifier les fonds de pension dans tout le secteur public en trois ans.
8- Unifier les avantages de l'éducation octroyés au secteur public
9- Réformer les systèmes de retraite dans tout le secteur public, inclus ceux de l'armée
10- Contrôler l'emploi dans la fonction publique:
   a. Geler tout recrutement en 2019.
   b. N'embaucher que l'équivalent de la moitié des retraités au cours des quatre prochaines années.
   c. Limiter les décisions d'embauche dans les administrations et institutions publiques à la seule fonction publique.
   d. Imposer des tests et des examens à tous les niveaux pour le recrutement dans l'armée.
11- Réduire les indemnités de retraite des anciens députés.
12- Annuler toutes les exemptions douanières.
13- Annuler certains avantages supplémentaires dont bénéficient les employés du secteur public, y compris dans l'armée.
14- Adopter une nouvelle loi sur les marchés publics.
15- Redéfinir le rôle du Comité supérieur de Secours et limiter ses dépenses aux urgences dont il est en charge
16- Mettre en place la « description de poste » pour tous les employés du secteur public.
17- Respecter la loi de finances en particulier les délais.
18- Présentation de la clôture des comptes du budget 2017 avant la publication du budget 2019 conformément à l'article 87 de la Constitution.
19- Établir un budget dans une perspective à moyen-terme (MTBF).
20- Création d'un compte unifié du Trésor.
21- Améliorer la trésorerie et la gestion des liquidités de l'État auprès de la BDL.
22- Reconsidérer les priorités des lois de programme dans les propositions budgétaires.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Des retombées positives et concrètes suite au deuxième Forum économique libano-bulgare

Le président du Conseil d'affaires libano-bulgare, Ahmad Alaeddine, s'est dit extrêmement satisfait des résultats concrets obtenus suite à la visite de la délégation libanaise à Sofia. Il a en outre chaleureusement remercié Mohamed Choucair sans lequel ce forum n'aurait pas pu se faire. Une délégation bulgare est normalement attendue au Liban fin 2018.

D'ici deux à trois mois, des produits bulgares (sauce tomate, thé glacé, riz, fromage, milk-shake, cidre, miel, etc.) feront leur apparition dans les supermarchés du Liban. À l'inverse, des denrées libanaises seront disponibles sur les étales bulgares. Des compagnies libanaises contribueront par ailleurs à l'architecture et au design des d'hôtels Marriott et Hayat, très prochainement en construction en Bulgarie. Voilà le résultat des accords conclus lors du Forum économique libano-bulgare qui s'est déroulé du 11 au 14 novembre à l'hôtel Intercontinental de Sofia, capitale de la Bulgarie.

Baptisée « Stimuler les échanges, libérer les investissements et renforcer le développement économique » et organisée par le Conseil d'affaires libano-bulgare, cette deuxième rencontre – la première avait eu lieu à Beyrouth l'année dernière – a réuni plus de 120 hommes d'affaires bulgares et des Libanais notamment de la délégation. L'événement a été sponsorisé par le président de la Fédération des chambres libanaises de commerce, Mohamed Choucair.

À la tête du Conseil d'affaires libano-bulgare, depuis sa création il y a trois ans, Ahmad Alaeddine a présidé la délégation représentant Mohamed Choucair qui n'a pas pu faire le voyage. Cet homme d'affaire connaît bien la Bulgarie ; sa famille y fait du commerce, lui depuis 1985 à la mort de son père, et il parle couramment le Bulgare.

Le président de la Chambre de commerce de Saïda et du Sud, Mohammad Saleh, le président de l'Autorité des investissements au Liban (IDAL), Nabil Itani, et près de 30 autres personnalités issues de divers secteurs (agriculture, bâtiment, immobilier, conseil et banque) ont fait le déplacement en Bulgarie.

« Les échanges commerciaux entre les deux pays doivent se renforcer, surtout en faveur du Liban, (…) et nous y travaillons », a reconnu Ahmad Alaeddine, précisant que l'accord de coopération conclu en 2015 entre la Fédération des chambres libanaises de commerce et la Chambre de Sofia facilitait le suivi des relations bilatérales.

Durant une visite officielle.

Se sont à tour de rôle exprimés à cette occasion, l'ambassadeur du Liban en Bulgarie, Toufic Jaber, l'ancien ministre bulgare de l'Intérieur, Rumen Petkov, le président de la Chambre de commerce de Sofia, Tsvetan Simeomov, et le président de Sofia Invest, Vladimir Danailov.

Au programme de ce Forum : des B2B entre hommes d'affaires, des rencontres avec les ministres bulgares de l'Agriculture et du Tourisme, ainsi que des visites de la zone économique industrielle, de la Sofia Land Residence et du Pravets Resort, Gulf club & Spa.

De g. à droite: Nabil Itani, Toufic Jaber, Mohamed Saleh, Ahmad Alaeddine, Tsvetan Simeonov, Rumen Petkov, Georgi Nedyalkov.

Avantages à investir en Bulgarie

Les avantages à investir en Bulgarie ont été présentés par les différents intervenants. « Si vous investissez un minimum de 520 000 euros dans l'immobilier ou un secteur commercial, vous obtenez une carte de séjour bulgare, et la nationalité bulgare au bout de cinq ans », assure Ahmad Alaeddine. Il est également possible « d'investir 520 000 euros dans un premier temps puis 500

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

000 euros un an et demi plus tard », précise le responsable.

Et Ahmad Alaeddine d'énumérer les avantages à investir en Bulgarie : « Les prix sont abordables. Le prix du mètre carré dans une zone industrielle est à 30 euros seulement. L'infrastructure est idéale, la main-d'œuvre peu onéreuse. Les produits bulgares sont aux standards européens. Le commerçant ne reverse à l'État que 10% de ses gains ». Les taxes commerciales sont plus élevées au Liban, relève-t-il.

Assurer un vol direct Beyrouth-Sofia

L'intérêt pour le pays du Cèdre peut aussi être touristique. En effet, « la Bulgarie reçoit entre 9 et 10 millions de touristes par an et le Liban pourrait également développer des accords à ce niveau », poursuit Ahmad Alaeddine. « C'est pourquoi j'ai beaucoup insisté auprès des autorités compétentes des deux pays pour qu'un vol direct soit instauré afin de faciliter les échanges entre les hommes d'affaires et les touristes », assure-t-il se disant optimiste sur cette question.

Ambiance conviviale entre Bulgares et leurs hôtes Libanais.

Le responsable a ainsi évoqué le sujet avec les patrons de Bulgare Air, le capitaine Yanko Georgiov, et de la MEA, Mohammad el Hout.

Ahmad Alaeddine a enfin assuré du soutien sans faille de Mohamed Choucair dans le développement du conseil et des relations bilatérales entre Sofia et Beyrouth.

Échanges commerciaux entre le liban et la bulgarie

- Les importations en provenance de Bulgarie ont représenté 0,4% des importations libanaises totales en 2017. En revanche, les exportations libanaises vers la Bulgarie n'ont représenté que 0,3% des exportations libanaises totales.
- La balance commerciale libanaise avec la Bulgarie est négative (déficit) depuis 1993. Le déficit commercial a atteint un record de -226,9 millions de dollars en 2013.
- Les principales exportations vers la Bulgarie en 2017 ont été le tabac et ses dérivés fabriqués (46%), le cuivre et les articles en cuivre (34%) et les plastiques (12%).
- Les principales importations bulgares étaient des dérivés de carburant (44%), produits laitiers, œufs d'oiseaux, miel naturel (10%) et machines électriques (6%).

Ces dernières années, un certain nombre d'accords ont été conclus entre la Bulgarie et le Liban, dont :

- Convention sur la prévention de la double imposition et sur la prévention de la fraude fiscale sur le revenu et le capital en 1999.
- Activer et protéger l'accord d'investissement mutuel en 2001.
- Un accord commercial en 2004.
- Accord sur le transport international de marchandises et de voyageurs par route en 2004.

Ainsi que plusieurs accords dans les domaines de la justice, de la police, du tourisme et du travail.

Ces relations bilatérales ont été renforcées par l'accord de coopération conclu entre la Fédération des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture du Liban et la Chambre de commerce et d'industrie de Bulgarie.

L'entrée de la Bulgarie dans l'Union européenne en 2007 a eu un impact positif sur les échanges commerciaux entre les deux pays.

Source : Centre d'étude et de recherche de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban.

HS Code	PRINCIPALES EXPORTATIONS LIBANAISES VERS LA BULGARIE EN 2017	Mille $	Tonnes	(%)
24	Tabacs et dérivés de tabacs manufacturés.	4,098	1,007	46%
74	Cuivre et articles en cette matière.	3,020	706	34%
39	Matières plastiques et ouvrages en ces matières.	1,033	239	12%
56	Ouates, feutres et non tissés; fils spéciaux; ficelle.	152	12	2%
84	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines…	144	16	2%
49	Livres imprimés, journaux, images ...	89	21	1%
27	Combustibles minéraux et huiles et produits de distillation.	67	49	1%
48	Papier et carton; ouvrages en pâte à papier.	46	6	1%
	Autres	211	44	1%
	Total	**8,860**	**2,100**	
HS Code	**PRINCIPALES IMPORTATIONS DE BULGARIE EN 2017**	**Mille $**	**Tonnes**	**(%)**
27	Combustibles minéraux et huiles et produits de distillation.	33,164	56,024	44%
4	Produits laitiers; œufs d'oiseaux; miel naturel.	7,343	1,854	10%
85	Machines, matériel et pièces électriques.	4,604	1,028	6%
62	Vêtements &Accessoires, ni en tricot ni en crochet.	4,309	31	6%
12	Graines et fruits oléagineux ; graines et fruits.	2,306	1,966	3%
70	Verre et verrerie.	2,259	4,222	3%
72	Fer et acier.	2,128	4,250	3%
19	Préparations de céréales, farine, amidon ou lait.	2,119	787	3%
61	Vêtements & Accessoires, en bonneterie.	1,802	19	2%
84	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines...	1,779	303	2%
10	Céréales.	1,449	5,919	2%
48	Papier et carton; ouvrages en pâte à papier.	1,270	1,739	2%
47	Pâte de bois; papier ou carton récupéré.	1,236	2,091	2%
69	Produits en céramique.	1,095	3,111	1%
39	Matières plastiques et ouvrages en ces matières.	920	457	1%
21	Préparations alimentaires diverses.	883	365	1%
23	Résidus et déchets des industries alimentaires.	871	185	1%
44	Bois et ouvrages en bois; charbon de bois.	869	2,626	1%
33	Huiles essentielles et résinoïdes; parfumerie, cosmétique.	457	62	1%
73	Articles en fer ou en acier.	452	142	1%
	Autres	3,636	1,640	5%
	Total	**74,951**	**88,821**	**100%**

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Under the Motto «STRONGER TOGETHER»

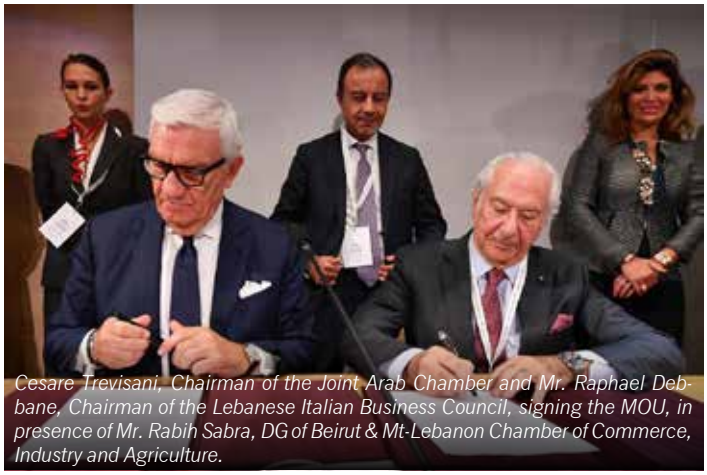
The Second Italian Arab Business Forum convened in Rome

Organized by the Joint Italian Arab Chamber of Commerce under the patronage of the Italian Ministry of Foreign Affairs and Ministry of Economic Development, the Ministry of Economy of the United Arab Emirates and the Italian Trade Agency (ITA-ICE), **The Second Italian Arab Business Forum** welcomed in Rome on October 17, more than 600 participants, from Italy and Arab countries.

The Forum, organized in cooperation with the Union of Arab Chambers, the Federation of UAE Chambers of Commerce, the UAE Embassy in Rome and Confindustria, featured high level Government officials, Investment agencies, businessmen and stakeholders.

The Italian Arab Business Forum aims to strengthen and enlarge business relations between Italy and the Arab countries, and offers unparalleled networking opportunities, as well as a highly valuable platform for exchanging ideas and discussing common issues. This yearly platform seeks to foster better mutual understanding of different business cultures, deepen the relationships between Italian and Arab companies, encourage potential partnerships, and facilitate the exchange of information and business opportunities.

Mr. Vincenzo Boccia, President of Confindustria opened the welcoming ceremony and presented



Cesare Trevisani, Chairman of the Joint Arab Chamber and Mr. Raphael Debbane, Chairman of the Lebanese Italian Business Council, signing the MOU, in presence of Mr. Rabih Sabra, DG of Beirut & Mt-Lebanon Chamber of Commerce, Industry and Agriculture.

Mr. Raphael Debbane and Mr. Rabih Sabra.

the instrumental role of Arab countries for the Italian industrial system. While thanking the Joint Italian Arab Chamber of Commerce for its initiative, Mr. Boccia stressed how this kind of initiatives represent a fundamental moment to further strengthen economic ties.

H.E. Michele Geraci, Undersecretary of State to the Ministry of Economic Development, confirmed in his the full support of the Italian government to share expertise and technology with all its Arab partners.

H.E. Manlio Di Stefano, Undersecretary of State to the Ministry of Foreign Affairs, intervened with closing remarks to outline the role of Italy in the Mediterranean and in the Middle East.

Signature of cooperation MoU between FCCIAL and JIACC

The Second Italian Arab Business Forum was also an opportunity to sign new fruitful partnerships between Italian and Arab institutions. Thus, a Memorandum of Understanding was signed between the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture of Lebanon, represented by Mr. Raphael Debbané, Chairman of the Lebanese Italian Business Council and JIACC Board Member from one side and the chairman of the Joint Italian Arab Chamber Mr. Cesare Trevisani from the second side. Present were H.E Ms. Mira Daher, Ambassador of Lebanon to Roma and Mr. Rabih Sabra Director General of The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Beirut & Mount Lebanon. The MoU aims to encourage economic and investment cooperation, to facilitate transfer of technology and to support participation in trade fairs and business delegations to develop new partnerships between Italy and Lebanon.

Debbane: our target is to reach out "The Clean Food Supply Chain"

From his end, Mr. Raphael Debbané intervened as a guest speaker in the panel "Sustainable agriculture and food security". He stressed on the instrumental role of the Agriculture sector in national economies and the necessity of protecting and developing the available resources to ensure the "clean food", particularly within the global increasing pressure on food consumption. Debbané appraised the strategic paper developed by FAO in collaboration with the Lebanese Ministry of Agriculture for years 2016-2019. The paper covers seven key priorities namely food security and safety, sustainable agricultural production, promoting agricultural sector policies, sustainable management of natural resources, and development of agricultural production chains. He underlined as well the vital importance of ensuring the "security of primary resources" not only for human security but also for economic security and the welfare of the nation.

Debbane stressed also on the importance of raising awareness within the future generation to adopt responsible consumption patterns of available resources. He concluded that food security could be guaranteed through enhancing sustainable agriculture practices, increasing and improving the agricultural production, facilitating farmers' access to

information technologies and setting future plans for an improved management of natural resources. The role of citizens and officials consists in contributing to the development of strategic plans in order to secure the human needs of water, food and energy without damaging or destroying the ecosystem.

JIACC Yearly Board Meeting

Subsequently, the Joint Italian Arab Chamber of Commerce (JIACC) held its yearly Board Meeting within the forum activities on October 18th. Among the Agenda main tackled topics: JIACC achievements in year 2018, planned activities for year 2019, preparations for the 3rd Italian Arab Business Forum in Milano 2019, Expo 2020 and the legal, organizational and financial status of JIACC. The Board members welcomed the proposal of Mr. Raphael Debbane to organize midterm economic forums in Arab countries including Lebanon, noting that the upcoming one is scheduled to take place in Amman – Jordan in May 2019.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Progress and Status of the 17 Sustainable Development Goals (SDGs) in Lebanon – SDG 5: GENDER EQUALITY

ECONEWS continues publishing serial articles to shed lights on Lebanon's progress towards the seventeen SDGs by the pillars of UN Agenda 2030 and based on the Voluntary National Review (VNR) 2018.

Below is the progress status of SDG5 under People Pillar:

GENDER EQUALITY

Lebanon is a signatory to several international conventions, covenants and agreements that seek to protect and promote human rights and women's rights, such as the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women. In 2012 the government approved the NCLW's Strategy for Women's Affairs in Lebanon 2011–2021. This ten–year strategy has 12 strategic objectives that touch on all aspects of women's lives. The strategy's plan for 2017–2019 is being implemented and monitored through published annual reports.

According to WEF GGR in 2017, Lebanon ranked 109th in each of education and health with scores of 0.956 and 0.957 respectively. Equal opportunities are provided in education for both sexes, as proven by the gender parity index. Also the index averaged 0.932 for primary education enrolment, 1.00 for secondary education enrolment, and 1.00 for tertiary education enrolment for the same year. Lebanon ranks first on GGI with 64.9 percent and 45.7 percent females, compared with 64.75 percent and 39.5 percent males enrolled in secondary and tertiary education respectively. Literacy rates are 88.09 percent for females aged above 15 and between 15 and 24.

Women's participation in economic life is increasing: their labor force participation rate stands at 26.3 percent (WEF GGR 2017). In 2017, the minister of state for women's affairs requested the council of ministers to implement a women's quota when appointing senior officials and board members in public administrations. Women currently make up 27 percent of the newly appointed positions in the diplomatic corps, 30 percent of the Electoral Management Body, 23 percent of officials of national security positions, and 17 percent of the Social and Economic Council. Women constitute only 5.4 percent of local government. In October 2017 half (47.5 percent) of the justice sector were women. This is a marked increase from 15 percent in 1993. It is expected that 50.4% of judges will be female by November 2019, as more male judges reach retirement age and more women enter the sector. Female legislators with senior official and managerial positions account for eight percent, and in 2013 little more than four percent of firms had women top managers.29 The public salary scale law ratified in 2017 (Law 46/2017) gives married women in the public sector the flexibility to work part-time, with a commensurate salary cut.30

Women are increasingly becoming involved in different aspects of political life. For the first time in Lebanon's history, the current cabinet includes a Minister of State for Women Affairs. Largely owing to strong advocacy campaigns, female candidates for the May 2018 Parliamentary elections made up 14.4 percent of total candidates—clear progress from the two percent registered in 2009. Women made up 62.34 percent of candidates on the lists, and six of these women candidates became members of Parliament. During the 2016 municipal elections the share of women elected to municipal councils reached around 5.6 percent across all geographical districts (Figure 5), compared to 4.6 percent in the previous round in 2010.

On 4 August 2011 Parliament annulled article 562 of the penal code, which mitigated the sentence of people who claim they killed or injured their wife, daughter, or other relative to protect the family 'honor'.

In 2014 Parliament issued law

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

293 on domestic violence. It was followed by the amendment of a series of discriminatory laws to empower and protect women. In August 2017 Parliament abolished article 522 of the penal code that had allowed prosecution to drop charges against a rapist if he marries his victim. And in 2017, the Council of Ministers approved the first drafted law to criminalize sexual harassment in public places and work places. It is in the Parliament awaiting final promulgation to be enacted.

The Council of Ministers approved a draft law to eliminate discrimination in the NSSF, and a draft law to grant paternity leave, to assure gender balance, in order to build a floor for economic empowerment of women.

Together NCLW and OMSWA are working on drafting the first national action plan (NAP) to implement UNSCR 1325 on Women, Peace and Security. OMSAR funds projects that promote gender equality and advocate for women's issues such as protection and gender-based violence.

OMSWA in cooperation with the UN Gender Group, is drafting the first national strategy to combat violence against girls and women in the country and preparing a National study on the Economic cost of Violence Against Women with UNDP, UNFPA and ESCWA.

OMSWA drafted the strategy for the prevention of violence extremism from a gender perspective that was integrated in the PVE national strategy.

Lebanon's most challenging issue remains the personal status code which is bound to article 9 of the constitution and therefore under the authority of the different religious courts. This leads to discrimination between Lebanese women from different religions and impacts on many aspects of their legal, social and economic life.

Work towards amending the nationality law has seen some progress. The NCLW is preparing a revised draft of its previous law proposal submitted in 2010. Under the current law Lebanese women cannot pass on their nationality to their children, or husbands if they marry a foreign national. On 31 May 2010 the Council of Ministers, presided by PM Saad Hariri, granted some facilities including a temporary free residency permit for three years for the husbands and children of Lebanese women (decree 4186/2010).

SDG5 Good practice: Repealing the 'Rape-marriage"marriage' law 522

In August 2017 Lebanon abolished the Penal Code Article 522 that exempted a rapist from punishment if he married his victim. This major legal step was a direct outcome of several national initiatives, the last of which was a nationwide advocacy campaign to remove existing discriminatory legal provisions related to Article 522 of the Lebanese Penal Code. The campaign mobilized public awareness of the need to strengthen legislation, protect women and girls from sexual violence and exploitation, and spur social norms to change to adequately respond to sexual violations. The prime minister, the minister of state for women's affairs and the NCLW, which had already worked on amending the law, all supported the campaign. The Parliamentary Committee for Administration and Justice agreed to repeal Article 522 of the Lebanese Penal Code and the Lebanese Parliament voted on the reform.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

«BOOST Your MED Initiative!» to enhance access to EU funding

Lana El Tabch - Executive Economist
Center for Economic Research at the CCIA-BML

The Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) participated in an event entitled "BOOST Your MED Initiative!" which was organized by the Med BSO Academy under the Euro-Mediterranean Cooperation Summer School and took place in Cagliari, Sardinia – Italy, from November 8 to 9, 2018. The main goal of the two-day training was to build the capacity of Business Support Organizations (BSO) executives and enhance their access to financing through EU funded projects.

The initiative was jointly organized by the German-Arab Chamber of Industry and Commerce (GACIC), the Association of the Mediterranean Chambers of Commerce and Industry (ASCAME), partners of EBSO project and OpenMed, and was supported by the University of Cagliari.

The training aimed at involving participants in the elaboration of concrete project proposals by working directly on the donors' official forms and documents. During the Summer School activities, the participants developed project proposals focused on four main topics: Business and SMEs; Social Inclusion; Education, Research and Innovation; and the Environment.

During the first day of the training course, an overview of the ENI CBC MED 2014 – 2020 Program was presented namely, the main results and perspectives; the strategy and the functioning of the program. Other EU financial instruments for the Euro-Mediterranean regions were also elaborated.

The second session was targeted towards explaining the procedure of elaborating a winning project proposal. For that purpose, a Logical Framework Approach was introduced which is the main instrument guiding the project design and management cycle.

During the second day, participants were divided into four working groups working simultaneously on parallel laboratory sessions in order to develop four project ideas that are elaborated subsequently.

Support to education, research and innovation

The support to education, research and innovation laboratory drafted a project proposal under the name: Love in MED (Linking Organizations Via Education) which had the overarching objective of promoting economic and social development. More specifically, the project proposal focused on supporting technological transfer and commercialization of research results and strengthening the linkages between research, industry and other private sector actors.

The main expected result that was foreseen was: enhanced demand-driven technological transfer among research, industry and SMEs in the fields of Key Enabling Technologies (KETS). The idea was to target university and academic research towards responding to the technological and innovation needs of SMEs rather than focusing on theoretical research that does not directly cater to the private sector's demands in terms of research and innovation.

Two main mechanisms were proposed in order to achieve the expected result namely, putting in place an online platform that would facilitate match-making between research centers, industry and SMEs and establishing cross-border living labs

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

created for R&D and technological transfer among stakeholders.

Strengthen and support Euro-Mediterranean networks, clusters, consortia and value chains in traditional sectors

The proposed project was termed AgroPreneur aiming at developing a Mediterranean agriculture entrepreneurship network in order to strengthen and support Euro-Mediterranean networks, clusters, consortia and value chains in the agro-food sectors of partner countries. The main expected outcome of the program was to increase the number of MSMEs participating in EUROMED enterprise alliances.

More detailed outputs of the project included increasing the skills of farmers and enabling them to produce quality products through training and consultancy services. The program also helps farmers to commercialize their products by giving them access to international business events and assisting them in creating new joint brands.

within the project's framework, national institutional representatives also had a role in supporting local farmers of the MED area.

Business and SMEs development

DIVINA (Destination Initiative for Value's Increase of Niche Assets), a project proposal encouraging sustainable tourism initiatives and actions aimed at diversifying into new segments and niches.

The project's specific outcome is to create a sustainable, attractive and diversified tourism offer in less known Mediterranean areas through the active involvement of local communities, SMEs and cultural and creative industry.

Expected results were: increased knowledge about local community and SME's needs; developing a strategy to actively involve local community in the creation of a sustainable and diversified tourism offer defined; increase knowledge and active involvement and cooperation of local community and increase the visibility of less-developed touristic areas.

Preserving the environment

ReBio-Waste is a project targeted towards the technological recovery of bio products and bioenergy from agro-food waste. The overall objective of ReBio-Waste is to support SMEs in using innovative technologies in waste management for recovering bioenergy and bio products. The project's specific outcomes are: to transform the waste into a resource using innovative technologies; to preserve environment from the damages caused by agro-food waste; and to save energy and crude materials.

Developing a marketing strategy for cherry and table grapes sectors

A workshop was organized on 31 October 2018 by the Chamber of Zahle and the Bekaa, in collaboration with the technical assistance team within the Agri-PSD program at Grand Kadri Hotel-Zahle.

Participants in the workshop came from both value chains (producers, exporters, nurseries, NGO's, PHUs, LARI, MoA, services supplier….).

The workshop aimed to present the results of the reports that were prepared by the logistics expert Mr.Elie Bou Khaled and the international packaging expert Mrs. Soha Atallah in order to come up with recommendations

that will be used to develop the marketing strategy for cherry and table grapes.

This project is funded by European Union in Lebanon and implemented by Expertise France in collaboration with the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and the Bekaa.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Governors Chebib and Nohra recognize the supreme national interest of Greater Tripoli investment projects

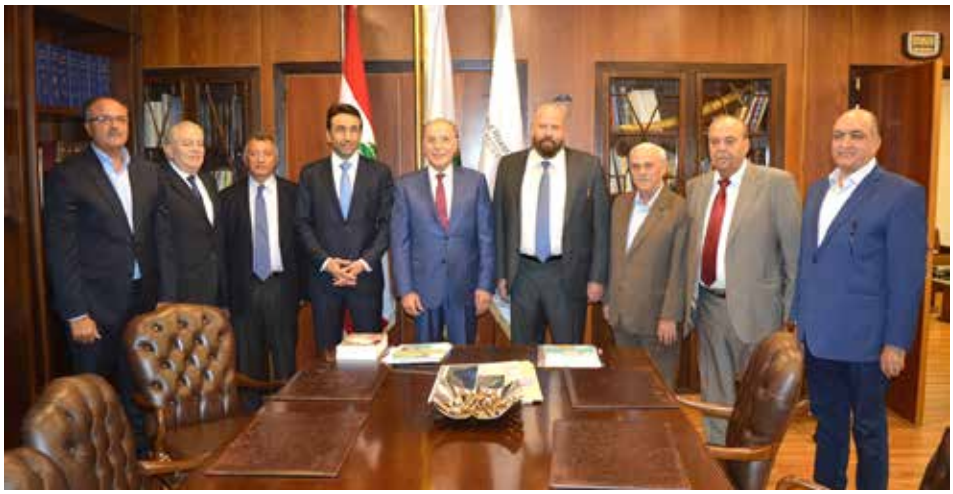
The Governor of Beirut, Judge Ziad Chebib and Governor of the North Ramzi Nohra visited the Tripoli and North Lebanon Chamber (CCIAT) where they met with the Chairman of its Board of Directors, Toufic Dabboussi, in the presence of Vice Chairman Ibrahim Fawz, Finance Secretary Bassam Al-Rahouli and board members: Majid Chammas, Mohamed Abdelrahman Obeid, Jean Assayed, Ahmed Amin Al Mir, and the Director of the Chamber, and Linda Sultan, CCIAT General Manager.

Chairman Dabboussi welcomed his two distinguished guests stating that their visit to the capital of the North is greatly substantial. He briefed them on the various investment projects in the Greater Tripoli that extends from Batroun up to the northern borders with Syria, and clarifying the main pillars of the «Tripoli, economic capital of Lebanon" initiative, including the expansion of the port of Tripoli from the port area up to Abda locality in Akkar, which has been accepted by the Chinese and American sides. He further explained how the port expansion would allow the inclusion of the «Tripoli refinery» and "President Rene Moawad Airport-Koleiat", in addition to the "Special Economic Zone" that will host the Chamber's projects for illuminating Tripoli's city streets using solar energy that should be installed on the roof of Rashid Karami International Exhibiton center.

Ziad Chebib and Toufic Dabboussi.

Toufic Dabboussi and Ramzi Nohra.

He also briefed them on other internal projects hosted by the Chamber which are first of their kind, including the Sustainable Development Building, the Knowledge Economy Center, and the Industrial Development and Research Alimentary Center (IDRAC), as well as specialized centers such as the olive oil tasting center, honey collection center, and the fruits and vegetables drying center.



The Governor Ziad Chebib considers from his perspective as a judicial specialist, that "balanced development should not mean symmetry in public facilities and projects insofar as the focus and the cornerstone of constitutional law should be the need for «integrated development". "I do agree with chairman Dabboussi that the overcrowding in the capital Beirut reinforces the aspiration towards integration," he said, adding "this does not diminish the status of the capital Beirut, nor my love for Tripoli; on the contrary, the supreme national interest requires «integration». According to Governor Chebib, the projects presented by chairman Dabbousi, as well as the related technical and feasibility studies affect positively not only Tripoli and the North, but also all of Lebanon. He

concluded by wishing that the draft papers be translated into realizations so as to celebrate the ratification, implementation and inauguration of these set of projects. "We stand beside chairman Dabboussi in his overall national aspirations" he declared.

For his part, Governor of the North Ramzi Nohra expressed his appreciation for the excellent work achieved by the Chamber of Tripoli and North Lebanon, noting that these are vital projects that promote the entire national economy. "All these excellent projects are major investment projects that we must work together with the responsible authorities to attain the adoption of the "Tripoli, economic capital of Lebanon" initiative," he said adding that the government should stand by chairman Dabboussi's initiative because Lebanon will be affected positively and that it will have repercussions at various levels of household living.

Tour of the Business Incubator «BIAT» center.

Tour and Field visit

The Chamber then organized a tour on the various internal projects: From the Business Incubator «BIAT» to the «Quality Control Laboratories» and "IDRAK" center with all its specialized centers that are first of their kind at the national level. The two visitors listened to the explanations of Engineer Gaby Khoriati about sustainable development projects and the center of knowledge economy.

And then all went in a field visit to the port of Tripoli where they met with its director, Dr. Ahmed Tamer, and listened to explanations related to the development of services and logistical works of this commercial economic artery and its readiness to keep pace with the huge container movement of the maritime transport traffic at the international level.

Field visit to the port of Tripoli where they met with its director, Dr. Ahmed Tamer.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Minister Pierre Raffoul: We are delighted to dedicate «Tripoli, the economic capital of Lebanon»

The chairman of the Tripoli and North Lebanon Chamber Toufic Dabboussi, received the Minister of State for Presidential Affairs Pierre Raffoul accompanied by Adviser Joseph Saleh and other officials.

Dabboussi exposed the general vision of the Chamber for the advancement of Lebanon through the Greater Tripoli and its unprecedented strategic investment projects. "We look forward to realize these projects during the presidency of General Michel Aoun," he said, adding that the expansion project of the port of Tripoli, which extends from the port to the airport in Koleiat, has received great attention by international investors. He also noted that the port of Tripoli will host several multi-functional development projects forming thus an attractive destination for international trade and investment, in addition to a series of pivotal projects implemented by the Chamber placing it in the heart of contemporary economic life, including the "Knowledge Economy Center" and the "Sustainable Development Building".

Minister of State for Presidential Affairs Pierre Raffoul explained that the purpose of his visit to Tripoli and North Lebanon and his meeting with chairman Dabboussi is to learn about the new projects launched by the Chamber. «This is not our first visit to Tripoli, but one can constantly observe something new and creative is happening in this edifice," he said. Addressing chairman Dabboussi he added "today, you briefed us on great strategic projects that are beneficial to Lebanon in general and especially to the city of Tripoli, and we are delighted to dedicate «Tripoli, the economic capital of Lebanon».

Speaking about the major projects presented by chairman Dabboussi, he said: " They are the result of in-depth thinking and are in fact strategic projects, and this is due to the status of Tripoli with its vital public facilities and a distinctive and attractive geographic location that will certainly be a platform for the reconstruction of Syria. Tripoli will have priority in the rebuilding process of Syria".

He continued saying: "We have to work together to change the image of Tripoli through these major projects that are in the pipeline, including the expansion of the port of Tripoli and the rehabilitation of the airport of Koleiat and the establishment of a robust infrastructure of roads and railways, in addition to many other issues that should be addressed," and concluded by praising the

Toufic Daboussi and Minister Pierre Raffoul

efforts of chairman Dabboussi wishing him success in his endeavor for the advancement of the national economy,

At the end, Dabboussi expressed his high appreciation to Minister Raffoul personally at the national and humanitarian levels. "We are looking to achieve security, stability, and prosperity of Lebanon through the launch of a huge investment projects that is not a nation-sized but also by the size of a region," he said.

Minister Raffoul toured then the various projects of the Chamber, and was impressed by the series of vital projects launched constantly by the Chamber.

LEBANON BUSINESS DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonbusinessdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)

CCIA-BML, Email: Led@ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Business promotion activities at the Chamber of Saida & South Lebanon

1 November 2018.

Businessmen and producers from South Lebanon discussed bilateral trade relations with their Ukrainian counterparts

A Ukranian business delegation headed by the Ambassador of Ukraine to Lebanon Ihor Ostash visited the Chamber of Saida and South Lebanon. The meeting gathered more than thirty businessmen and industrialists from both countries. The opening session was held in the presence of South Governor Mansour Daou, Ambassador of Ukraine to Lebanon Ihor Ostash, Mayor of Saida Municipality Mohamad Al Saudi, Chairman of the Ukrainian- Lebanese Business Council Siri Kostakov, Vice-President of the Chamber of Commerce in Kiev Vladimir Kuldanko, President of Saida Trade Association Ali Al Charif, and representatives of the Nabatiyeh and Sour trade associations.

Addressing the audience, Saleh emphasized the importance of increasing the volume of trade exchange between Ukraine and Lebanon in light of the weak volume of trade exchange compared to the total value of exports of both parties to all other countries.

"As representative of the private sector, the Chamber of Saida and South Lebanon looks forward to enhance cooperation between Ukrainian businessmen and their Lebanese counterparts in all areas," Saleh said, adding "We do support all initiatives for strengthening cooperation and joint work between chambers of commerce for promoting joint ventures and participation in exhibitions and seminars in both countries".

Finally, Saleh stressed the importance of promoting mutual investments opportunities in all economic sectors and the positive impact of increasing bilateral market shares in both countries.

In turn, Ambassador Ihor Ostash stressed on his concern to develop and strengthen economic relations between the two countries that have recorded a steady growth in the past two years, declaring that he will save no effort to consolidate cooperation for developing economic relations between Ukraine and Lebanon.

The gathering concluded with BTB meetings between businessmen and producers in South Lebanon and their Ukrainian counterparts.

8 November 2018.

CCIAS hosted a seminar on «Potential investment opportunities in Bangladesh»

The event was organized in cooperation with the Embassy of Bangladesh in Lebanon to highlight investment opportunities in Bangladesh in the presence of Bangalese Ambassador Abdul Motaleb Sarker, Chairman of the Chamber of Saida & South Lebanon Mohammad Saleh and members of the board of directors, President of Saida Trade Association Ali Charif, and a number of businessmen and owners of establishments in the productive sectors from Saida and the south region.

In his opening speech Saleh referred to the opportunities for both parties to strengthen relations in all fields. "With a population of 150 million and extensive economic ties with the BRICS group, Bangladesh has great economic potentials. On the other hand, Lebanon with a population of only 4 million and a small area on the Mediterranean shore plays a significant role in promoting trade relations as a gateway between East and West in view of the Lebanese disaspora of about 17 million spread in countries all over the world," Saleh said.

Speaking about enhancing trade relations, Saleh stressed on increasing the volume of exports of food industries according to the needs in both countries and for their mutual benefit, such as food commodities than rank on the top products on their list of imports. He further added to focus on promoting other products needed in both countries such as jute (textile materials), chemical, agricultural and animal products.

In the investment sector, he underlined the importance of identifying investment opportunities available in both countries to embrace all productive sectors. "We look forward to strengthen cooperation to establish business relations and joint ventures between businessmen and investors from Bangladesh and their Lebanese counterparts," he concluded.

From his side, Ambassador Abdul Motaleb Sarker expressed his wishes that this event would be a tool for developing cooperation between Bangladesh and Lebanon at all levels. He made a presentation about the great economic capabilities and potential investment opportunities available in his country, and invited Lebanese businessmen to invest in Bangladesh.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

12 November 2018.

Second Lebanese – Bulgarian Business Forum

In the frame of promoting trade and economic relations between Lebanon and Bulgaria, Chairman Mohammad Saleh, representing the Lebanese Chambers of Commerce, participated in the second Lebanese- Bulgarian Business Forum that was held in Sofia on 12 November.

Saleh pointed out to the mutual economic relations and to the role of the private sector in the development of both countries to become diverse and inclusive. "The relations between the two countries are not limited to trade, but rather extends to more economic sectors: From Lebanese investments in Bulgaria, to the growing tourism movement, to the great activity of the Lebanese community in Bulgaria, all of these factors reflect the depth of relations built by the private sector," he stated.

Emphasizing on recent developments, he noted that since 1989, there are about 300 Lebanese companies founded in Bulgaria, including Lebanese-owned companies and Lebanese-Bulgarian Joint ventures. "But there is still a need to identify the promising investment opportunities in Lebanon and Bulgaria in the areas of agriculture, industry, tourism and information technology, and to work jointly for exchanging expertise for the benefit of both parties," Saleh said.

He also noted that as most of the Lebanese investments in Bulgaria are in food industry, it is important to benefit from this opportunity and increase the confidence of the Bulgarian consumer in Lebanese products. Saleh called for increasing the volume of bilateral exports for the benefit of both parties as far as trade exchange between the two countries is still weak. He then presented the current volume of trade exchange and the trade balance that is in favor of Bulgaria stating that "Lebanese exports to Bulgaria amount less than $ 12 million, while our imports from Bulgaria reached $ 75 million".

He further stressed the importance of holding the forum that will contribute to additional development in these relations based on favorable conditions for both countries: "The Lebanese economy is attracting deposits and investments despite the economic crisis, whereas Bulgarian's economy, which was less affected by the crisis, moved ahead with development plans and projects that offer ample opportunities for businesses and investments."

Saleh concluded that the Forum, through its panelists and participants, will provide an opportunity to present new ideas and projects for expanding the horizons of cooperation between the two countries..

17 November 2018.

Indian business delegation to develop business relations with economic organizations in South Lebanon

Mohammad Saleh received the Indian business delegation in the presence of the Chamber's board members and representatives of economic organization in Saida and South Lebanon.

The delegation was headed by representatives from the Indian Chamber of Commerce and Industry and included business owners from the following sectors: energy and renewable energy, pharmaceutical, construction material, jewelry, and textile. In this regard, Saida Chamber called the business community to meet the Indian business delegation and seize the opportunity to mull business and partnership opportunities.

In his opening speech, Chairman Saleh explained the aim of the visit that will strengthen economic relations and cooperation between India and Lebanon in all areas. He then referred to the friendship and brotherly relationship between the two countries which dates back to the signed agreements and memorandum of understandings in different areas of aviation services, double taxation, trade and cultural exchange. The Lebanese-Indian Business Council was also established with the aim to support and develop economic and trade relations between businessmen in both countries. He also added that "despite the various initiatives to enhance trade relations, the trade exchange between our two countries decreased during the past years: After reaching a value of $ 24 million in 2014, it decreased to $ 12 million last year. The value of Lebanese imports from India valued about 400 million dollars in 2014 compared to about 300 million dollars last year".

Saleh also highlighted the importance of increasing trade exchange between the two countries by encouraging exporters in both countries to expand the customer base and to increase trust and demand of each other market of local products from India and Lebanon.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Delicious flavors at Beirut Cooking Festival and Salon du Chocolat

Beirut proved once again to be a capital of taste by playing host to two fantastic food events, Beirut Cooking Festival and Salon du Chocolat Beirut held concurrently from 8 to10 November at Seaside Arena, bringing the tastiest flavors to the city while celebrating the magic of carnival, the 2018 theme.

The two events welcomed more than 15,000 visitors, 160 exhibitors and over 60 chefs and experts, who shared their know-how at more than 100 workshops and demonstrations.

Marking their eighth and fifth editions respectively, Beirut Cooking Festival and Salon du Chocolat Beirut kicked off with the famous chocolate fashion show which showcased 13 dresses created by Lebanese designers and renowned pastry chefs.The Fashion Show's special guest was designer Karoline Lang who collaborated with the Lebanese pastry chef and master consultant Charles Azar.

Other highlights at Salon du Chocolat Beirut included workshops with the leading pastry chefs at the Choco Demo, a space for children to decorate and taste sweet items, a Chocolate Sculpture competition with students from Alba, Cake Design and Buche Design Competitions and a 250-kg chocolate angel sculpture.

At the Beirut Cooking Festival, the Chefs' Theater brought together a number of celebrity chefs to prepare inspiring dishes before an enthusiastic audience, while the Masterclasses section hosted small group tutorials with chefs, lifestyle experts, bloggers and wine connoisseurs. The Librairie Gourmande also invited visitors to browse a vast selection of cookbooks and attend book signings.

«We couldn't be happier with the outcome of this year's festival, especially given the market challenges. Food brings people together and this could not be truer of the Lebanese,"said Joumana Damous-Salame, managing director of Hospitality Services, the organizer. "We are thrilled to have added flavor tothe festive season in Beirut."

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Beirut Restaurants Festival celebrates the best flavors in town with over 11,000 visitors

The third edition of the Beirut Restaurants Festival drew to a close on the 30th of September after three electric days at Beirut's trendy Trainstation. Organized by the Syndicate of Owners of Restaurants, Cafés, Night-Clubs & Pastries in partnership with Hospitality Services and with the support of the Ministry of Tourism, the festival hosted almost 70 of the top restaurants, bars and food concepts, promising a food celebration like no other.

The opening ceremony on the 28th of September was held under the patronage of the Minister of Tourism, H.E. Avedis Guidanian. The minister congratulated all the stakeholders involved in promoting Lebanon's rich cuisine, highlighting the city's success in being named an international food capital. The festival further honored Nouhad Dammous, the guru of tourism and hospitality, recognizing his work and accomplishments in the sector over the past decades.

Over 11,000 festival goers had the opportunity to sample a tasty selection of bites and drinks from a large number of food stands, trucks and bars while enjoying the live music program of latin, oriental, pop, jazz and dance tracks. Bands and DJs including Arnabeat, Marc Hatem, Joy Fahad, Andrea Bou Nehme and Mosaic Band played to an enthusiastic crowd well into the night.

The event attracted a wide audience thanks to the variety of food, notably the range of exciting cuisines: American, Armenian, Chinese, French, Italian, Japanese, Lebanese and Mexican to name a few. A dedicated kids' area, with fun activities and inflatable toys, proved popular with the younger audience who had free access to the festival. Pets were also allowed at the open-air venue.

Trainstation Mar Mikhael will host the fourth edition of Beirut Restaurants Festival during the period 27 - 29 September, 2019.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon in Figures

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research show the following results:

• **GDP:** The economic growth rate achieved 2.5 % in 2017, according to IMF estimates, and GDP at current prices was estimated at USD 53.1 billion, compared with a growth rate of 1.9% and total output of USD 51.8 billion in 2016.

• **Consumer Price Index:** Based on the Central Administration of Statistics, CPI have increased by 3.65 % in September 2018 compared to December 2017; while the figure computed by the "Consulting and Research Institute" for the same period was 4.20 %.

• **Balance of Payments:** In September2018, the deficit of the balance of payments reached USD 1.31 billion compared to a deficit of USD 0.19 billion in September 2017.

• **Trade Balance:** The trade deficit amounted to USD 12.96 billion till September 2018, compared to USD 12.34 billion till September 2017. Exports increased by 4.27%, while imports increased by 4.91%. This led to 5.02 % of increase of the trade balance deficit.

• **Public Finance:** In June 2018, public expenditures increased by 28.84 % compared to June 2017, while revenues decreased by 1.97%. Hence, the budget deficit increased by 234.54 %.

Primary deficit reached USD 0.16 billion in June 2018, from a surplus that reached USD 1.63 billion in June 2017. This was caused by the decrease of total public revenues by 1.97%, while the debt's service rose by 13.93 % in addition to the increase of total public expenditures by 28.84 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

-0.16 $ billion = 5.94 $ billion – (8.97 $ billion – 2.78 $ billion – 0.10 $ billion)

• **Public Debt:** Public debt increased 8.48 % over one year, from USD 76.46 billion in June 2017 to USD 82.94 billion In June 2018.

in billion US$

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015	2016	2017
10	Growth	2.80%	3.00%	4.80%	1.90%	1.90%	%2.50
12	GDP (in current prices)	44.10	47.20	50.00	50.90	51.80	53.09
	Beirut Reference Rate	Nov.2013	Nov.2014	Nov.2015	Nov.2016	Nov.2017	Nov.2018
15	On LBP	8.55%	8.66%	8.75%	8.68%	8.68%	%10.70
16	On USD	5.86%	6.01%	6.23%	6.36%	6.82%	%7.90
		Sep.2017	Sep.2018	2014	2015	2016	2017
20.1	CPI - CAS	2.17%	3.65%	-0.71%	-3.40%	3.14%	%5.01
20.2	CPI - CRI	1.85%	4.20%	-1.66%	1.37%	-0.50%	%2.36
21	M1	6.92	7.49	5.50	6.00	6.73	7.07
22	M2	55.33	52.69	48.67	52.15	54.66	52.46
23	M3	138.96	141.30	117.64	123.62	132.75	138.34
24	M4	146.45	148.46	124.55	130.92	139.91	145.46
26	Banks Assets	213.35	241.04	175.64	186	204.24	219.78
27	Banks Deposits - Private Sector	168.72	172.71	147.63	151.53	162.44	168.61
28	Banks Loans - Private Sector	52.40	52.16	45.36	48.04	51.02	54.16
30	Balance of Payment	-0.19	-1.31	-1.41	-3.35	1.24	0.16-
31	Current Account	-8.5	-	-11.67	-8.12	-9.86	12.4-
32	Balance of Trade	-12.34	-12.96	-17.18	-15.12	-15.73	16.74-
33	Imports	14.45	15.16	20.49	18.07	18.71	19.58
34	Exports	2.11	2.20	3.31	2.95	2.98	2.84
		2012	2013	2014	2015	2016*	2017*
40	Unemployment Rate (Est.)	-	-	-	-	20%	%20
41	Employment Rate (Est.)	-	-	-	-	47.60%	%47.60
42	Population (Est.)	-	-	-	-	4.28 Mn	4.33 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	-	-	-	-	2.91 Mn	2.94 Mn
		Jun.2017	Jun.2018	2014	2015	2016	2017
51	State Budget Deficit	-0.91	-3.03	-3.07	-3.95	-4.94	3.75-
52	Budget Revenues	6.06	5.94	10.88	9.58	9.92	11.62
53	Budget Expenditures	6.97	8.97	13.95	13.53	14.86	15.37
54	Public Debt	76.46	82.94	66.57	70.31	74.86	79.5
55	Debt Service	2.44	2.78	4.19	4.46	4.76	4.98
56	Total Primary	1.63	0.16-	1.31	0.72	0.02	1.42

** Estimates ** Till September 2017*
Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); IMF (10, 12); Ministry of Finance (51,52,53,55,56)
M1=Currency in Circulation+Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP; M3=M2+Deposits in Foreign Currencies+Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System

#men_baladi

Discover the health benefits of different products and the various varieties grown in Lebanon.

www.cci-fed.org.lb

من بلدي Men Baladi

men_baladi

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في طرابلس ولبنان الشمالي

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في صيدا والجنوب

غرفة تجارة وصناعة وزراعة زحلة محافظة البقاع

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture

CONFERENCES

REINFORCING CYBER SECURITY IN THE EU: BUILDING COORDINATED SECURITY, CONFIDENCE AND CAPABILITY IN THE CYBER DOMAIN
Scope: Cyber Security
Date: 17 January 2019
Location: Brussels - Belgium
Venue: Thon Hotel Brussels City Centre
Phone: 0044 (0)02031378630
Fax: 0044(0)2031371459
Email: bookings@publicpolicyexchange.co.uk

VIBRANT GUJARAT GLOBAL SUMMIT 2019
Scope: Investment
Date: 18 – 20 January 2019
Location: India
Email: globalconclave@gujaratchambefr.org
Website: www.vibrantgujarat.com

3RD WEST AFRICAN INTERNATIONAL PETROLEUM EXHIBITION AND CONFERENCE
Scope: Petroleum
Date: 23 - 24 January 2019
Location: Lagos - Nigeria
Venue: Eko Convention Center
Phone: 08037255190 / 00447850025295
Email: Adejumoke.oyedun@petan.org
pagilbert@gep-events.com

ENSURING INTELLECTUAL PROPERTY RIGHTS IN A DIGITAL AGE
Scope: EU's new Copyright Reforms Package
Date: 24 January 2019
Location: Brussels - Belgium
Venue: Thon Hotel Brussels City Centre
Phone: +44 (0) 2031378630
Fax: +44 (0) 2031371459
Email: conferences@publicpolicyexchange.co.uk
Website: http://www.publicpolicyexchange.co.uk/events/JA24-PP2

INTERIOR DESIGN FURNISHING EXPO
Scope: Interior Design and Furniture
Date: 11 – 13 February 2019
Location: Oman
Venue: Oman Convention & Exhibition Center
Phone: 0096894041717
Email: media@alnimrexpo.com
Website: www.idfoman.com
www.alnimarexpo.com

THE ARAB-AFRICAN CONFERENCE & EXHIBITION FOR BUSINESSWOMEN
Scope: Achieving the SDGs through Supporting Women Entrepreneurs
Date: 13 -15 February 2019
Location: Marrakech - Kingdom of Morocco
Phone: (00202)22752189 -22754312
Fax: (00202)22754312 – 22734950
Email: auied@auied.com
Website: www.arabafrobwomenconf.com

SISAB PORTUGAL 2019 – Salon International du Secteur Alimentaire et Boissons
Scope: Agri-food
Date: 25 - 27 February 2019
Location: Lisbonne - Portugal
Phone: (+351) 21 795 76 71 /2/3/4
Fax: (+351) 21 795 76 65
Email: alourenco@sisab.pt
Website: www.sisab.pt

EXHIBITIONS

GUANGZHOU IMPORT EXPO 2019
Industry: Import Services
Location: Guangzhou - China
Date: 11 – 15 January 2019
Phone: 0086-15976018888
Fax: 0086-2037619511
Email: iieech@vip.163.com
iieezhihui@gmail.com
Website: www.arabfair.cn

THE 36TH SESSION OF INTERNATIONAL FAIR OF KHARTOUM
Industry: Global Trade
Location: Khartoum - Sudan
Date: 21 – 28 January 2019
Phone: 00249183263662/ 263624
Email: Ifk.mrkm@sudanfreezone.com
Website: www.sudanfreezone.com

IFWF
Industry: Wedding Fashion
Location: Izmir - Turkey
Date: 22 – 25 January 2019
Phone: 00905314063839
Email: info@alkaramtrade.com
alkaramcompany@gmail.com
Website: www.alkaramtrade.com

AGRIEXPO 2019
Industry: Agriculture & Livestock
Location: Izmir – Turkey
Venue: Izmir International Fair Area
Date: 07 – 10 February 2019
Phone: 0090 531 406 38 39
Email: info@alkaramtrade.com
alkaramcompany@gmail.com
Website: http://alkaramtrade.com/

SAUDI EDU TECH
Industry: Technology
Location: Jeddah – K.S.A.
Date: Hilton Hotel
Phone: 18 – 20 February 2019
Fax: 00966530507878
00966553045165
Email: waleed@meec-sa.com
rm@w-ertikaz.com

27TH CHITTAGONG INTERNATIONAL TRADE FAIR (CITF) 2019
Industry: Global
Location: Chittagong – Bangladesh
Date: 3rd week of February 2019
Phone: 880-31-713366-9
Fax: 880-31-713366-9
Email: info@chittagongchamber.com
Website: www.chittagongchamber.com

23RD ADDIS CHAMBER INTERNATIONAL TRADE FAIR
Industry: Agriculture & service
Location: Addis Ababa – Ehiopia
Venue: Addis Ababa Exhibition Center
Date: 21 – 27 February 2019
Phone: 00251115504647/48
Fax: 00251115504649
Email: tradefair@addischamber.com
Website: www.tradefair.addischamber.com

THE 6TH INTERNATIONAL EXHIBITION OF MAYSAN FOR ENERGY, RECONSTRUCTION AND INVESTMENT ENERGY, RECONSTRUCTION AND INVESTMENT
Location: Baghdad - Iraq
Date: 25 – 28 February 2019
Phone: 009647901755296
009647702829999
Email: info@goldenfalconfairs.net
azhar21hadi@yahoo.com

LEBANESE TRAINING CENTER

المركز اللبناني للتدريب

يقدم المركز اللبناني للتدريب دورات تدريبية متخصصة للتنفيذيين في مؤسسات الاعمال عبر مدربين وخبراء من ذوي الإختصاص والكفاءة. كما يوفر المركز خدمة تأجير قاعات التدريب المجهزة بأحدث التقنيات للمؤسسات الراغبة في تنظيم إجتماعاتها أو دوراتها التدريبية لدى المركز.

Lebanese Training Center

The Lebanese Training Center (LTC) offers specialized training programs to business executives through recognized trainers and experts. LTC also provides space rental and accommodation services in its modern and fully equipped premises for meeting and training purposes.

CCIB bldg. Justinien street, Sanayeh, Beirut, Lebanon
call center 1314 **ext** 15 | **T:** 01 353190 | **e.mail:** LTC@ccib.org.lb | www.ccib.org.lb

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

BUSINESS OPPORTUNITIES

AGRI NAYA PRINCESS
Activity: Plant Nutrients
Looking for importers
Location: Syria
Email: ziadarabih@gmail.com

KORKMAZ PANEL
Activity: Hygienic & Cold Room Panels
Looking for importers
Location: Turkey
Phone: 0090(346) 218 11 87
Fax: 0090(346) 218 13 50
Email: ertugrulkocak@korkmazpanel.com
Website: www.korkmazpanel.com

EVA COSMETICS
Activity: Cosmetics Products
Looking for importers
Location: Cairo - Egypt
Phone: 00202-23992700
00202-23992708
Fax: 00202-23992772
Email: inquiries@eva-cosmetics.com
Ashraf.helmy@eva-cosmetics.com
Website: www.eva-cosmetics.com

SAMAYA
Activity: Furniture/ Looking for importers
Location: Egypt
Phone: 00201221766100
Fax: 00202-44822548
Email: Samayagroup2018@gmail.com

HELLENS GROUP
Activity: Textiles / Looking for importers
Location: Cairo - Egypt
Phone: 00202-23076275/77
or 00201273844669
Email: info@hellensgroup.net
Website: www.hellensgroup.net

ALEX GROUP
Activity: Steel Providers
Looking for importers
Location: Egypt
Phone: 002033925768
002032020158
Fax: 002033925768/ 002032023640
Email: marwa.cherine@alexform.com
Website: www.Alexgroup.com.eg

MEDICAL MARKETS
Activity: Cardiology Balloons & Stents
Location: Greece
Phone: 00302310319800
Fax: 00302310322172
Email: info@medical-market.com
Website: www.medicalmarket.com.gr

TZAVELEKOS BROS
Activity: Leather Accessories & Belts
Location: Greece
Phone: 00302102819752
Fax: 00302102825290
Email: info@tzevelion.gr
Website: www.tzevelion.gr

BIZANDION - VASILIKI KINI E.E
Activity: Handmade Byzantine Icons
Location: Greece
Phone: 00302105315081
Fax: 00302105315081
Email: info@byzantion-icons.com
Website: www.byzantion-icons.com

SAVAPOULOS S.A
Activity: Accessories for Bathrooms
Location: Greece
Phone: 00302310798991 ext 224
Fax: 00302310708112
Email: gns@savvopoulos.gr
Website: www.savvopoulos.gr

ROSMARIN
Activity: Cleaning Products
Looking for importers
Location: Hungary
Phone: Ms. Edit Pappné Rakonczai, Sales Manager, 0036 62 535 777
Email: e.rakonczai@rosmarin.hu
Website: http://www.rosmarin.hu/en/

MMG GROUP
Activity: Thermostats for water heaters, temperature controllers / Looking for importers
Location: Hungary
Phone: 0036 74 528 210
Email: sales@mmgszek.hu
Website: http://www.mmgszek.hu/bemutat-kozas_eng.html

TOVUZ-BALTIYA LTD
Activity: Cultivation of Grapes & Production of Wine/ Looking for importers
Location: Baku - Azerbaijan
Phone: 00994124300043
00994124412933
Fax: 00994124989473
Email: Tovuz-baltiya@naigco.com
Website: www.naigco.com

SABA GROUP
Activity: Birds & Poultry
Looking for importers
Location: Azerbaijan
Phone: 00994124481601
Email: info@saba.az
V.Baloghlanov@saba.az
Website: www.saba.az

CEYLON NUTRINUT HOLDING (PVT) LTD.
Activity: Coconut Kernel & Coconut Water Based Products / Looking for importers
Location: Sri Lanka
Email: nayanathara@nutrinut.lk

SHAMSI DAIRIES & LIVESTOCK COMPANY
Activity: Dairy Products/ Looking for importers
Location: Pakistan
Phone: 00922134382033
Email: shamsidairies@gmail.com
Website: www.shamsidairy.com

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteur: Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb
SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb
JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb
BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

Private Sector Lobbying

Training adapted to your needs

Networking and Business Opportunities

Arbitration and Mediation for Business Conflicts

Export Support and Economic Info

ATA and TIR carnets to facilitate your trade

Become a member and benefit from our services

www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان